

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.13

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

**OBJET : Mise à jour du foncier de la forêt communale dans le cadre
de l'application du régime forestier**

Monsieur Jean-Michel HUGUET, 1^{er} adjoint au Maire informe l'assemblée que l'Office National des Forêt a proposé à la commune une mise à jour du foncier de la forêt communale.

Les parcelles occupées par le CNCDC Châteauvallon, n'ont plus de vocation forestière, il conviendrait de ne conserver sous régime forestier que les parties boisées et de « distraire » les zones occupées par les bâtiments, parkings et les infrastructures diverses, ou encore les réservoirs de la Courtine.

Il apparaît également judicieux d'intégrer au domaine forestier communal les parcelles boisées acquises depuis quelques années.
Enfin, il convient de prendre en compte la mise à jour récente du cadastre (nouveau découpage, modifications des surfaces, ...).

En conséquence, pour régulariser cette situation, Monsieur HUGUET confirme qu'il convient de demander l'application du régime forestier pour les parcelles suivantes, étant ainsi arrêté que la surface sur laquelle s'appliquera désormais le régime forestier passe de 415,8308 hectares à 415,4098 hectares, soit une baisse de 4 210 m².

SECTION	N° PARCELLE	LIEU DIT	SUPERFICIE en Ha
AB	2	LE GROS CERVEAU	13,0516
AB	3	LE GROS CERVEAU	0,0044
AB	4	LE GROS CERVEAU	20,8160
AB	5	LE GROS CERVEAU	83,6970
DD	5	LES ESQUIERES	2,2912
DD	1	LE LANCON	2,1594
AB	217	HUGUENEUVE	0,3040
AB	218	HUGUENEUVE	0,7246
AB	219	ROUTE DES GORGES	0,0114
AB	386	HUGUENEUVE	33,4109
AC	1	CAPEOU GROS	0,0016
AC	3	CAPEOU GROS	26,2050
AC	4	CAPEOU GROS	6,4950
AC	5	CAPEOU GROS	28,7780
AC	23	L'ORATOIRE	0,0066
AC	24	L'ORATOIRE	1,5344
AC	102	LE DETRAS	1,5140
AC	103	LE DETRAS	2,4040
AC	109	LE DETRAS	2,4830
AC	166	CHATEAUVALLON	24,7100
AC	206	LE DETRAS	1,4182
AC	222 partie	CHATEAUVALLON	3,1116
AC	223 partie	CHATEAUVALLON	5,0069
AC	636 partie	CHATEAUVALLON	2,1345
AC	637	CHATEAUVALLON	14,3492
AC	359	CAPEOU GROS	91,1930
AC	366	LE DETRAS	0,4690
AC	367	LE DETRAS	4,8597
AC	368	LE DETRAS	3,0045
AC	500	CAPEOU GROS	0,7041
AC	501	CAPEOU GROS	36,3609
AC	553 partie	LE DETRAS	1,9322
AC	556	LE DETRAS	0,2139
TOTAL			415,4098

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ACCEPTE de distraire du régime forestier les parcelles inscrites dans l'ancien arrêté préfectoral et de demander l'application du régime forestier sur les parcelles indiquées ci-dessus.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces s'y rapportant.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.14

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE*, Geneviève BARBIER, Robert
TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET,
Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

* Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE ne participe pas au vote.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : NON	<u>POUR</u> : 29	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> : 2	<u>BLANC(S)</u> :		

**OBJET : Remboursement des frais de mission aux élus dans le cadre
d'un mandat spécial**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'exercice d'activités ou de missions de certains élus sur le territoire national ou communautaire peut nécessiter nombre de déplacements avec ou sans hébergement.

Ces missions sont généralement accomplies dans le cadre d'un mandat confié et ont un caractère d'intérêt communal.

Ainsi, plus précisément, il est opportun que la commune puisse prendre en charge les frais de séjour et de transport engagés par l' élu (la méthode du remboursement étant aux frais réels ou au forfait).

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire, Vice président du CCAS, a été désigné membre de l'Union Nationale des CCAS (UNCCAS). A cet effet, Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE est amené à effectuer nombre de déplacements en sa qualité de membre de l'UNCCAS.

Il convient d'acter avec la présente délibération, le principe du remboursement par la Ville des frais engagés en 2014 et sur l'exercice 2015 dans le cadre de sa représentation active à l'UNCCAS.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la prise en charge par la commune d'Ollioules des frais de séjour, transport engagés par Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE dans le cadre de son mandat à l'UNCCAS.
2. PRECISE que ces frais de séjour et transport seront remboursés conformément à la délibération communale.
3. DIT que les crédits sont prévus au BP 2014 et seront inscrits au BP 2015.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Il est décidé que les crédits sont prévus au BP 2014 et seront inscrits au BP 2015.

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.15

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Désignation des représentants de la commune au conseil d'administration du collège les Eucalyptus – Nouvelle délibération

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération n° 14/04/26 du 7 avril 2014, la commune a procédé à la désignation de ses représentants au conseil d'administration du collège en désignant 2 titulaires.

Après information reçue, il convient de modifier la délibération du 7 avril en arrêtant que le représentant au conseil d'administration du collège est le Maire qui pourra à sa demande, se faire représenter et que Madame Carine BESSON est désignée suppléante pour cette représentation.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

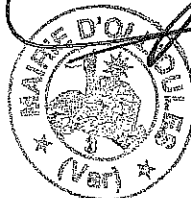
Vu la délibération de la Ville du 7 avril 2014,

Considérant qu'il convient désormais d'acter que la commune d'Ollioules ne dispose que d'un délégué titulaire au conseil d'administration du collège,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DESIGNER Monsieur le Maire représentant titulaire du conseil d'administration du collège.
2. DESIGNER Madame Carine BESSON en qualité de suppléante.
3. DIT que Monsieur le Maire, en cas d'absence, pourra se faire représenter sur simple désignation par ses soins.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



1. DESIGNER Monsieur le Maire représentant titulaire du conseil d'administration du collège.

2. DESIGNER Madame Carine BESSON en qualité de suppléante.

3. DIT que Monsieur le Maire, en cas d'absence, pourra se faire représenter sur simple désignation par ses soins.

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.16

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE :</u> OUI		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

**OBJET : Convention APL conclue avec l'Etat pour la création d'un
logement locatif social sis 8 rue République à Ollioules**

Madame Nicole BERNARDINI, adjointe au Maire rappelle à l'Assemblée que, par acte notarié du 27 décembre 2007 la Commune a fait l'acquisition de l'appartement situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 8 rue République à Ollioules. Cette acquisition entre dans le cadre de la politique de conventionnement de logements communaux, initiée par la Commune par délibération n° 04/02/2.1 du 16 février 2004, afin de satisfaire à l'article 55 de la loi S.R.U.

Selon l'étude menée par le PACT du VAR, le logement nécessite quelques travaux de mises aux normes d'habitabilité par la Ville. Le démarrage des travaux est envisagé durant le 2^{ème} trimestre 2015 pour une durée 2 semaines.

Afin de permettre à la Commune de contracter une subvention avec l'Etat dans le cadre de la réhabilitation du logement et afin de permettre au futur locataire de contracter avec la Commune un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement, une convention APL est conclue entre l'Etat et la Commune d'Ollioules.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

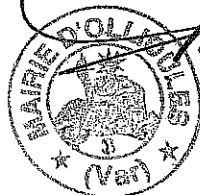
Vu le Code de la construction et de l'Habitation et notamment les articles L.351-2 et suivants, L.353-1 à L.353-12 et L.353-20,

Considérant la convention APL entre l'Etat et la Commune d'Ollioules pour la création d'un logement locatif social, de type T2, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 8 rue République à Ollioules,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec l'Etat la convention APL annexée à la présente concernant le logement sis 8 rue République à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à établir et signer, dès l'achèvement des travaux de réhabilitation, un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement avec le futur locataire.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.17

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

**OBJET : Convention APL conclue avec l'Etat pour la création de 3
logements locatifs sociaux sis 340 avenue Barthelemy Dagnan à
Ollioules**

Madame Nicole BERNARDINI, adjointe au Maire rappelle à l'Assemblée que, suite à l'étude menée par le PACT du VAR, la Commune engage d'importants travaux de mises aux normes d'habitabilité dans l'immeuble communal sis 340 avenue Barthelemy Dagnan à Ollioules pour la création de 3 logements. Ces travaux entrent dans le cadre de la politique de conventionnement de logements communaux, initiée par la Commune par délibération n° 04/02/2.1 du 16 février 2004, afin de satisfaire à l'article 55 de la loi S.R.U.

Afin de permettre à la Commune de contracter une subvention avec l'Etat dans le cadre de la réhabilitation des 3 logements et afin de permettre aux futurs locataires de contracter avec la Commune un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement, une convention APL est conclue entre l'Etat et la Commune d'Ollioules.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,



Vu le Code de la construction et de l'Habitation et notamment les articles L.351-2 et suivants, L.353-1 à L.353-12 et L.353-20,

Considérant la convention APL entre l'Etat et la Commune d'Ollioules pour la création de 3 logements locatifs sociaux, de type T2, T3 et T4, situés au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage de l'immeuble sis 340 avenue Barthélemy Dagnan à Ollioules,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec l'Etat la convention APL annexée à la présente concernant les 3 logements sis 340 avenue Barthélemy Dagnan à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à établir et signer, dès l'achèvement des travaux de réhabilitation, un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement avec les futurs locataires.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



MAIRIE D'OLLIULES
340 AVENUE BARTHELEMY DAGNAN
83130 OLLIULES
04 94 88 11 11
www.mairie-ollioules.fr

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.18

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

**OBJET : Convention APL conclue avec l'Etat pour la création d'un
logement locatif social sis 3354 RN8 à Ollioules**

Madame Nicole BERNARDINI, adjointe au Maire rappelle à l'Assemblée que, suite à l'étude menée par le PACT du VAR, la Commune va engager d'importants travaux de mises aux normes d'habitabilité dans l'habitation sise 3354 RN8 à Ollioules pour la création d'un logement de type T3. Ces travaux entrent dans le cadre de la politique de conventionnement de logements communaux, initiée par la Commune par délibération n° 04/02/2.1 du 16 février 2004, afin de satisfaire à l'article 55 de la loi S.R.U.

Afin de permettre à la Commune de contracter une subvention avec l'Etat dans le cadre de la réhabilitation de l'habitation et afin de permettre au futur locataire de contracter un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement, une convention APL est conclue entre l'Etat et la Commune d'Ollioules.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

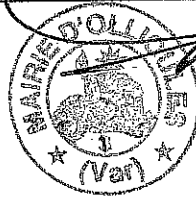
Vu le Code de la construction et de l'Habitation et notamment les articles L.351-2 et suivants, L.353-1 à L.353-12 et L.353-20,

Considérant la convention APL entre l'Etat et la Commune d'Ollioules pour la création d'un logement locatif social, de type T3, sis 3354 RN8 à Ollioules,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec l'Etat la convention APL annexée à la présente concernant le logement sis 3354 RN8 à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à établir et signer, dès l'achèvement des travaux de réhabilitation, un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement avec le futur locataire.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



LE MAIRE
Robert BENEVENTI

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/19.a

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

**OBJET : Demande de subvention à l'Etat au titre de la Dotation
d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2015 - Construction
d'un groupe scolaire sur le site de la Castellane**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par correspondance du 18 novembre 2014, la Ville d'Ollioules a été appelée à solliciter en 2015 un soutien financier de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

Considérant les catégories d'opérations définies comme prioritaires par la Commission ad hoc, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière au titre de la DETR 2015 pour la construction d'un groupe scolaire sur le site de la Castellane à Ollioules.

Cette opération fait suite à l'augmentation du nombre des effectifs des élèves sur la Commune. Le Commune va engager la construction d'un groupe scolaire composé d'une école maternelle de 3 classes extensibles à 4 et d'une école primaire de 3 classes extensibles à 5 dont le coût global est estimé à 2.000.000 € HT.

Le plan prévisionnel de financement s'établit comme suit :

Emprunt	500 000 €
DETR	250 000 €
Conseil Général du Var	232 000 €
<u>Autofinancement</u>	<u>1 018 000 €</u>
TOTAL HT	2 000 000 €
TOTAL TTC	2 400 000 €

L'ASSEMBLEE,

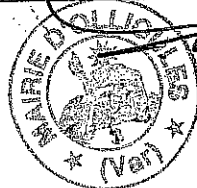
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la correspondance du 18 novembre 2014 adressée par la Préfecture du Var relative à l'appel à projet pour la DETR 2015,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande de soutien financier de l'Etat au titre de la DETR 2015 concernant la construction d'un groupe scolaire sur le site de la Castellane à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.19.b

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

**OBJET : Demande de subvention à l'Etat au titre de la Dotation
d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2015 – Réhabilitation de
l'immeuble sis 1 rue Marceau à Ollioules**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par correspondance du 18 novembre 2014, la Ville d'Ollioules a été appelée à solliciter en 2015 un soutien financier de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

Considérant les catégories d'opérations définies comme prioritaires par la Commission ad hoc, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière au titre de la DETR 2015 pour la réhabilitation de l'immeuble sis 1 rue Marceau à Ollioules.

Cette opération de réhabilitation permettra la création de 3 logements locatifs sociaux (2 logements PLUS et 1 logement PLAI) conventionnés avec l'Etat, et ainsi, satisfaire toujours plus aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU.

Considérant la vétusté générale de l'immeuble et le besoin de proposer une nouvelle distribution des logements, la Commune va engager d'importants travaux de réhabilitation et de mises aux normes d'habitabilité dont le montant s'élève à 295.561 € HT.

Le plan prévisionnel de financement s'établit comme suit :

DETR	100 000 €
Conseil régional PACA	36 000 €
Communauté d'agglomération TPM	30 000 €
Etat	18 923 €
Prêt CDC	90 638 €
<u>Autofinancement</u>	<u>20 000 €</u>
TOTAL HT	295.561 €
TOTAL TTC	316.250 €

L'ASSEMBLEE,

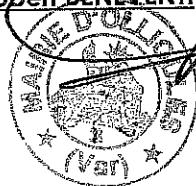
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la correspondance du 18 novembre 2014 adressée par la Préfecture du Var relative à l'appel à projet pour la DETR 2015,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande de soutien financier de l'Etat au titre de la DETR 2015 concernant la réhabilitation de l'immeuble sis 1 rue marceau à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.19.c

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE :</u> OUI		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

**OBJET : Demande de subvention à l'Etat au titre de la Dotation
d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2015 – Création d'une
aire de déchets verts et d'un bassin d'orage à Ollioules**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par correspondance du 18 novembre 2014, la Ville d'Ollioules a été appelée à solliciter en 2015 un soutien financier de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

Considérant les catégories d'opérations définies comme prioritaires par la Commission ad hoc, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière au titre de la DETR 2015 pour la création d'une aire de déchets verts et d'un bassin d'orage sur le terrain dit REBOUL à Ollioules.

Cette opération permettra de faire face à l'augmentation de la fréquence des usagers sur l'aire de dépôt actuelle devenue obsolète. Quant au bassin d'orage, il permettra de stocker les eaux de ruissellement et les boues de la zone géographique en cas de pluies torrentielles.

Le coût de cette opération est estimé à 145.300 € HT et le plan prévisionnel de financement s'établit comme suit :

DETR	55 000 €
Conseil Général du Var	0 €
Conseil régional PACA	0 €
Communauté d'agglomération TPM	60 000 €
<u>Autofinancement</u>	<u>30 300 €</u>
TOTAL HT	145 300 €
TOTAL TTC	174 360 €

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la correspondance du 18 novembre 2014 adressée par la Préfecture du Var relative à l'appel à projet pour la DETR 2015,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande de soutien financier de l'Etat au titre de la DETR 2015 concernant la création d'une aire de déchets verts et d'un bassin d'orage sur le terrain dit REBOUL à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.20

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE :</u> OUI		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

**OBJET : Marché d'assurance contrat groupe pour la couverture des
risques statutaires 2015-2018**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le CDG 83 a engagé, au bénéfice de ses communes membres volontaires, une consultation en vue de souscrire un contrat ouvert d'assurance des risques statutaires du personnel communal.

Ce marché conclu pour une durée de 4 ans permet à la commune d'Ollioules de s'assurer contre certains risques d'absence des agents de la commune.

Comme pour le marché d'assurance précédant s'arrêtant le 31 décembre 2014, la commune souhaite s'assurer pour 3 risques :

- Le risque décès
- Le risque accident de travail / maladie professionnelle
- Le risque maladie CLM-CLD

Des simulations ont été réalisées permettant d'apprécier, en fonction de l'assiette de cotisation, le coût de l'assurance pour les exercices à venir.

L'assiette de cotisation est, soit constituée de la somme des rémunérations (traitement indiciaire, NBI, indemnité de résidence, supplément familial de traitement) des agents de la commune, soit de ce même montant chargé (charges patronales en sus).

La commune doit se prononcer sur l'assiette et sur les franchises offertes notamment pour le risque CLM-CLD.

Le choix se porte pour la période à venir sur la solution arrêtant :

- L'assiette : traitement hors charges patronales
- Les taux ainsi proposés d'un montant total de 3,05 % se décomposent ainsi :
 - Décès : 0,18 %
 - AT/MP : 1,44 %
 - CLM-CLD : 1,43 %

avec franchise de 180 jours pour les CLM/CLD,
soit l'option 2 sans les agents affiliés à l'IRCANTEC.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

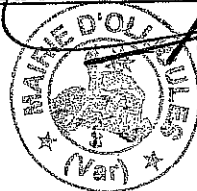
Considérant la procédure de consultation engagée par le CDG 83,

Considérant les propositions reçues du groupement ALLIANZ (assureur) et SOFCAP (gestionnaire du contrat),

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DECIDE de retenir le groupement ALLIANZ-SOFCAP.
2. DECIDE de retenir la solution issue de la consultation savoir :
 - assiette de cotisation : salaire hors charges patronales
 - taux décès : 0,18 %
 - taux AT/MP : 1,44 %
 - taux CLM/CLD : 1,43 %avec franchise de 180 jours pour les CLM/CLD.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte d'engagement subséquent et toutes pièces utiles nécessaires à la réalisation du marché.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.21

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE : OUI</u>		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Création d'un Relais d'Assistantes Maternelles Municipales d'Ollioules (RAMMO)

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire informe l'assemblée que la ville d'Ollioules souhaite ouvrir un relais d'assistantes maternelles en janvier 2015.

Actuellement la ville d'Ollioules compte 52 assistantes maternelles agréées qui offrent 172 places d'accueil du jeune enfant.

Ce relais a pour mission de contribuer à l'amélioration de la qualité d'accueil des 0/4 ans.
Il s'agit de permettre aux parents d'avoir un soutien administratif et juridique dans leur mission d'employeur mais aussi et surtout de proposer un accompagnement à la professionnalisation des assistantes maternelles.

Le Relais d'Assistantes Maternelles Municipales d'Ollioules (RAMMO) ouvrira ses portes aux assistants maternels et aux enfants les mardis et jeudis matins sur la salle polyvalente de l'ALSH « Leï Platano » pour les temps d'animations.

Un accueil administratif se fera à l'espace P. Puget pour renseigner et accompagner les familles et les assistantes maternelles.

Un temps d'échanges et de perfectionnement est prévu mensuellement avec les assistantes maternelles.

Le Relais sera animé par une éducatrice de jeunes enfants à temps partiel (0.5 ETP).

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le compte rendu n°5 du CTP du 7 mai 2014,

Vu la loi 2005-706 du 27 juin 2005

Vu l'article L214-2-1 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la lettre circulaire CNAF 2011-020 du 2 février 2011 relative aux RAM,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de satisfaire à un besoin de coordination et de professionnalisation des assistants (es) maternels (les) de la commune,

Considérant la réponse communale constituée par la création d'un relais municipal d'assistants (es) maternels (les),

Considérant qu'il convient avec la création de ce relais d'en adopter le règlement de fonctionnement

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

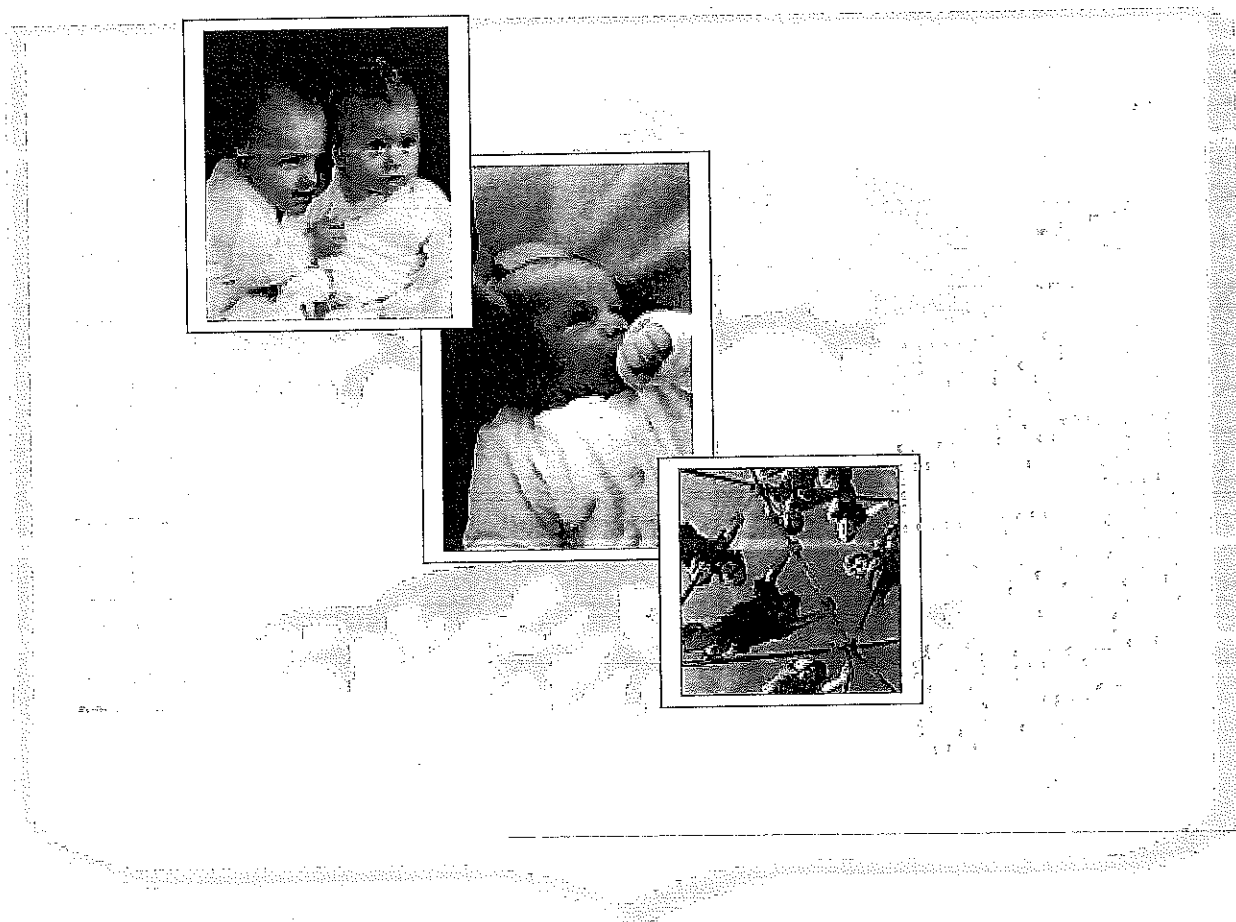
1. PREND acte de la création du Relais d'Assistants Maternelles Municipal d'Ollioules (RAMMO).
2. AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter l'agrément à la CAF du Var.
3. APPROUVE le règlement de fonctionnement du Relais d'Assistants Maternelles Municipal créé par la ville.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



	SMQ – REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT	2014
	LA CHARMERIE Relais d'Assistantes Maternelles Municipal Ollioulais	Date de mise en Application 15/12/2014

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT



Destinataires : partenaires institutionnels, assistantes maternelles, parents, personnel.	
Objectifs : Prise en charge ACCUEIL D'ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS avec leur assistante maternelle	Approuvé en conseil municipal le 15/12/2014

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I – LE PUBLIC CONCERNE

- A – Les assistantes maternelles
- B – Les enfants
- C – L'animatrice

II – LE LIEU D'ACCUEIL

- A – Le fonctionnement
- B – L'aménagement
- C – L'entretien et le rangement

III – OBJECTIFS ET INTERETS DES TEMPS D'ACCUEIL COLLECTIF

- A – Pour les assistantes maternelles
- B – Pour les enfants
- C – Pour les parents

IV – LE DEROULEMENT D'UNE SEANCE

- A – L'accueil
- B – Le temps des échanges
- C – Les jeux libres
- D – La valise à comptines
- E – Les activités dirigées
- F – Le retour au calme avant le départ

V – LES REGLES DE VIE

VI – PERMANENCES ET ACCUEIL ADMINISTRATIF

INTRODUCTION

Le Relais d'Assistantes Maternelles Municipal Ollioulais (RAMMO) bénéficie d'un agrément délivré par la Caisse d'Allocations Familiales qui le finance dans le cadre d'une convention de Prestations de Service conditionnée par l'évaluation des activités des relais.

Le relais est un service public de proximité, gratuit et neutre qui s'adresse aux parents ou futurs parents, aux assistantes maternelles agréées, aux enfants accueillis par ces assistantes maternelles, aux candidats à l'agrément et à toute personne concernée ou intéressée par l'accueil à domicile.

Le relais n'est ni un mode d'accueil des jeunes enfants, ni un service employeur des assistantes maternelles.

La responsabilité de l'agrément des assistantes maternelles ainsi que l'évaluation des conditions d'accueil au domicile relèvent de la compétence du service de PMI du Conseil Général.

Le RAMMO facilite les démarches administratives.

PROJET PEDAGOGIQUE

L'un des objectifs du relais est de favoriser les rencontres entre les assistantes maternelles et les enfants qu'elles accueillent. Par le biais des temps d'accueil collectifs organisés chaque semaine, l'animatrice répond à cet objectif.

Ces temps d'accueil ne sont pas un mode de garde et n'ont pas lieu durant les vacances scolaires. Ils sont centrés sur les besoins de l'enfant.

Le projet pédagogique, réfléchi et écrit en collaboration avec les assistantes maternelles qui sont directement impliquées lors de ces rencontres, est un contrat de confiance entre les assistantes maternelles, les parents, l'animatrice relais et les élus.

Il permet de donner du sens aux activités proposées et détermine les choix et les priorités éducatives lors des rencontres.

Il est remis aux parents et aux assistantes maternelles participant aux rencontres.

Les points forts de ce support sont :

La qualité de l'accueil de l'enfant et la cohérence d'équipe.

I – LE PUBLIC CONCERNE

A – LES ASSISTANTES MATERNELLES

Pour participer aux temps d'accueil collectifs, les assistantes maternelles s'inscrivent au Relais. C'est une démarche volontaire.

- Elles doivent être agréées par le service de PMI promotion de la santé du Conseil Général.
- Lors de la 1^{ère} rencontre elles doivent être en possession de « l'autorisation écrite de participer aux temps d'accueil collectifs » signée par les parents des enfants présents.
- L'assistante maternelle en charge de l'enfant est responsable de celui-ci dans le cadre de sa responsabilité civile professionnelle.

- ✓ respecter le rythme et la tranquillité de l'enfant en favorisant de petits groupes (préconisation : 10-12 enfants maximum)
- ✓ respecter l'horaire d'arrivée (9 H). Il est plus difficile pour l'enfant et l'assistante maternelle d'entrer dans un groupe déjà formé et de prendre ses marques dans une séance d'animation en cours
- ✓ laisser le temps nécessaire à l'enfant, en début de séance, de se réapproprier les lieux pour se sentir sécurisé

B – LES TEMPS D'ÉCHANGES

Ce moment convivial permet à l'adulte d'exprimer ses attentes, ses idées d'activités ou simplement de raconter sa semaine passée avec les enfants et les moments importants vécus avec eux.

Lors de ces échanges, l'animatrice a un rôle d'écoute et de conseils, tout en veillant à l'encadrement des enfants et à la qualité des activités proposées.

En cas de difficultés (questions administratives ou même conflit) elle peut convier une assistante maternelle à un entretien individuel ou prévoir un rendez-vous. Ces temps d'échanges se réalisent généralement lors de la première demi-heure

Chaque adulte a bien en tête que même durant ces temps de parole :

- il ne parle pas d'un enfant et/ou de sa famille comme s'il n'était pas présent
- il se doit de veiller au bien être de tous les enfants
- il rassure, respecte les rythmes de chaque enfant.

C – LES JEUX LIBRES

Les espaces de jeux sont installés avant l'arrivée des enfants. Plusieurs jeux leur sont proposés afin de répondre au mieux aux besoins de toutes les tranches d'âge et de toutes les personnalités.

Au cours des jeux libres, l'enfant expérimente ses capacités à faire seul, à se détacher de l'adulte et à être ainsi, plus autonome.

Il découvre de nouveaux jeux, un nouvel espace et se confronte aux autres enfants avec lesquels il doit composer pour obtenir un jeu qui lui fait envie ou attendre son tour.

L'enfant joue sous l'œil vigilant de l'adulte qui le soutient par le regard, le rassure par sa présence, se met à son niveau : il peut s'asseoir ou s'allonger près de lui.

Durant ces temps, l'animatrice observe l'enfant : ses capacités, ses réactions face à certaines situations et se doit de s'entretenir avec l'assistante maternelle si quelque chose l'interpelle.

D – LA VALISE A COMPTINES

Après ce temps d'accueil et de jeux libres, enfants et adultes se regroupent sur le tapis autour de la valise à comptines.

Il s'agit d'un moment riche en échanges, en éveils linguistiques et sensoriels pour les enfants.

Chaque personne est invitée à participer de façon active en chantant, en suivant la gestuelle ou simplement en écoutant. L'activité est lancée à la suite.

E – LES ACTIVITES DIRIGEES.

Les activités dites « dirigées » sont proposées à l'enfant et non imposées. Elles se font par petit groupe et permettent une relation plus individuelle et privilégiée. L'adulte partage des émotions avec l'enfant et le valorise.

Les assistantes maternelles découvrent de nouvelles activités, de nouvelles idées de bricolage, du matériel exploitable avec le jeune enfant.

Même si l'adulte intervient plus lors de ces séances, il ne fait pas à « la place » de l'enfant. Il joue là un rôle de guide, de soutien.

Il part du désir de l'enfant et non de son propre désir. L'important reste le plaisir que l'enfant et l'adulte prennent à faire l'activité et non le résultat.

La qualité des échanges durant les jeux libres et les activités dirigées favorisent la progression du jeune enfant vers l'autonomie.

F – LE RETOUR AU CALME AVANT LE DEPART

Avant leur départ, les enfants participent au rangement du matériel mis à leur disposition. Ils sont accompagnés des adultes qui leur donnent des consignes, n'étant pas encore en capacité de classer seuls, les objets.

Le rangement terminé, le groupe s'installe sur les tapis. En fonction des envies, enfants, assistantes maternelles et animatrice chantent, écoutent une histoire ou font de la relaxation, tranquillement installés.

Ce retour au calme est nécessaire, il permet d'apaiser petits et grands. De plus, ce moment de détente passé ensemble permet de clôturer la séance.

Respecter l'heure de départ (11 H) demeure important pour le bon déroulement des rencontres. En effet, il n'est pas souhaitable de quitter la séance en cours, ni pour l'enfant qui doit « laisser » son jeu, ni pour le reste du groupe qui peut être gêné dans ses activités.

V – LES REGLES DE VIE

Ces moments de rencontre, quelque soit l'activité, nécessitent des règles, un cadre qui permet à chacun de saisir ce qui est possible ou non de faire et ainsi de trouver sa place au sein du groupe.

Ce principe repose sur un double respect :

- * respect du temps d'activité par la participation, l'écoute et l'observation
- * respect des parents dans la relation avec les assistantes maternelles devant les enfants
- * chaque assistante maternelle est responsable des enfants qu'elle accueille et associe à la rencontre
- * 2 temps sont distingués :
 - le temps d'accueil entièrement dédié aux enfants (disponibilité totale)
 - le temps périphérique à l'accueil dédié aux rangements, à l'échange.

Pour les bébés, un espace « non marcheur » sera réservé. Une assistante maternelle pourra être déléguée à la sécurité de cet espace.

VI – ACCUEIL ET INFORMATION DES PARENTS, DES ASSISTANTES MARTELNELLE ET DU PUBLIC

Le Relais Assistantes Maternelles est un lieu concret d'échanges et de rencontres mais aussi un service public d'informations et de renseignements. Chaque permanence est organisée au :

Service
Espace Pierre Puget

Les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 14 H 00 à 16 H 30

Outre les renseignements téléphoniques, les rencontres seront réalisées sur rendez-vous.

DATE :

SIGNATURES

La Responsable de la structure

Le Gestionnaire

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.22

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE :</u> OUI		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

**OBJET : Dénomination de voie Zone d'Activités de Piédardant :
chemin Antoine HERMITTE**

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de dénommer une voie nouvelle située ZAE de Piédardant.

En effet, dans le cadre de la commémoration du centenaire 1914-2014, la Ville d'Ollioules a souhaité rendre hommage à un soldat ollioulais, Antoine HERMITTE, qui appartenait au 27^{ème} bataillon des Chasseurs Alpins.

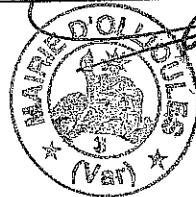
Né à Six Fours le 22 octobre 1888, Antoine HERMITTE a toujours vécu à Ollioules où sa famille était établie depuis plusieurs générations. Agriculteur et horticulteur, il a vécu et travaillé au quartier Piédardant. Marié à Marie-Jeanne, ils ont eu 3 enfants, Marius, Honoré et Odette.

Parmi ses descendants, on trouve l'un des fils d'Odette, Pierre MAGGIOLINO, musicien à la Musique de la Flotte, lui-même papa de la jeune Valentine MAGGIOLINO qui a été Maire du Conseil Municipal des Jeunes lors de la session 2013-2014.

Valentine MAGGIOLINO a participé, dans le cadre du Centenaire 1914-2014, à la réalisation d'un film vidéo qui retraçait la vie de son arrière grand-père lors de la 1^{ère} guerre mondiale.

DENOMME la voie sise quartier Piédardant : **chemin Antoine HERMITTE.**

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Département :
VAR

Commune :
OLLIOULES

Section : BD
Feuille : 000 BD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 09/12/2014
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2012 Ministère de l'Économie et des
Finances

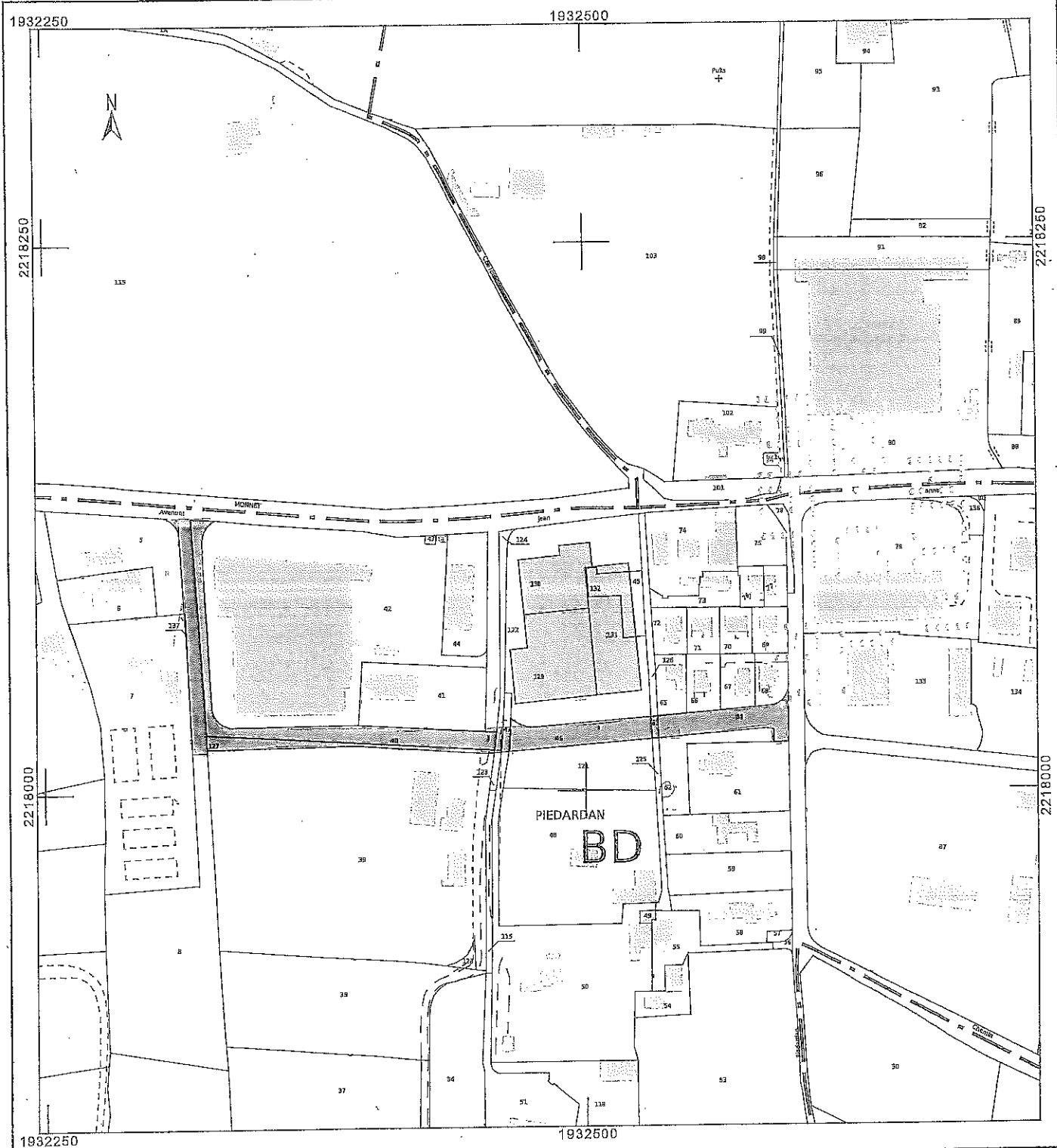
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
TOULON II
171 Avenue de Vert Coteau BP 127
83071
83071 TOULON CEDEX
tél. 04 94 03 95 01 - fax 04 94 03 95 35
cdf.toulon-2@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.23

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

-O-O-O-O-O-

OBJET : Rapport annuel 2013 de notre déléguataire du Service des Eaux

Le décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 prescrit que désormais le Maire ou le Président de l'EPCI (lorsque la compétence a été transférée) est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau, de l'assainissement et de l'élimination des déchets.

Ce rapport qui contient des indicateurs financiers et techniques doit préciser le mode de gestion de service régie directe ou gestion déléguée.

Le rapport et l'avis du Conseil Municipal sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article 2141-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

S'agissant du service de l'Eau, il convient de prendre acte du compte rendu d'activités transmis par notre fermier, la SEERC.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/4.24

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Règlement intérieur des 2 cimetières de la commune

Monsieur Robert TEYSSIER, adjoint au Maire informe l'assemblée que le conseil municipal est appelé en séance, à se prononcer sur la mise en œuvre d'un règlement intérieur des 2 cimetières de la commune.

A cet effet, Monsieur TEYSSIER rappelle à l'assemblée que les cimetières, éléments du domaine public de la commune, font l'objet de compétences partagées entre le Conseil municipal (gestion) et le Maire (police). Monsieur TEYSSIER explique qu'ainsi l'article L 2223-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est le texte fondateur puisqu'il prévoit que « chaque commune doit consacrer à l'inhumation des morts un ou plusieurs terrains spécialement aménagés à cet effet. La création et l'agrandissement du cimetière sont décidés par le Conseil Municipal ».

Outre cette compétence, il convient encore de préciser qu'il incombe à la commune (article L 2321-2-14 du Code Général des Collectivités Territoriales) d'entretenir les cimetières (dépenses obligatoires).

Ainsi donc, la commune qui a sur son territoire 2 cimetières, doit établir un règlement intérieur complet qui vise à organiser et arrêter la gestion des sites et la police des lieux permettant un parfait respect de nos 2 cimetières.

C'est l'objet du règlement intérieur annexé à la présente délibération.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code Civil,

Considérant que le Maire dans le cadre de ses pouvoirs de police, est compétent en matière funéraire,

Considérant que le Conseil Municipal doit être sollicité sur l'organisation et la gestion des 2 cimetières de la commune,

Considérant qu'il est opportun de réglementer ces 2 lieux accueillant du public,

Considérant le projet de règlement intérieur des 2 cimetières tel qu'annexé,

Considérant que ce projet de règlement intérieur a été présenté le 4 décembre 2014 en Commission des Services Publics et Personnel,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE le projet de règlement intérieur annexé.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à le signer et à procéder à toutes les formalités subséquentes.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



REGLEMENT INTERIEUR DES CIMETIERES **DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

NOUS, Maire de la Ville d'OLLIOULES,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-7 et suivants ;

Vu le nouveau Code pénal, notamment les articles 225-17, 225-18 et R.610-5

Vu le Code Civil, notamment les articles 78 et suivants

Vu la loi n° 2008.1350 du 19.12.2008 relative à la législation funéraire

ARRETONS

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – Désignation des cimetières

Les cimetières suivants sont affectés aux inhumations dans l'étendue du territoire de la ville d'OLLIOULES

- 1°) Cimetière Central
- 2°) Cimetière St Roch

ARTICLE 2 – Destination

La sépulture des cimetières communaux est due :

- 1) aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile
- 2) aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées
- 3) aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans un ou des cimetières communaux visés à l'article 1^{er}, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès
- 4) aux français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

ARTICLE 3 – Affectation des terrains

Les terrains des cimetières comprennent :

- 1) les terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession
- 2) les concessions pour fondation de sépultures de famille

ARTICLE 4 – Choix du cimetière et de l'emplacement

Les personnes ayant qualité pour obtenir une concession dans les cimetières de la ville d'Ollioules pourront choisir le cimetière. Toutefois, ce choix :

- sera fonction de la disponibilité des terrains
- l'inhumation effectuée, faute d'emplacement disponible, dans un cimetière autre que celui choisi par la famille n'ouvre pas droit à exhumation pour transport dans le cimetière choisi

AMENAGEMENT GENERAL DU OU DES CIMETIERES

ARTICLE 5

Les cimetières sont divisés en parcelles affectées chacune à un mode d'inhumation (terres communes, quinquennaires, trentenaires, cinquantenaires, perpétuelles, columbariums, cinérarium)

ARTICLE 6

Les emplacements réservés aux sépultures seront désignés par le Maire ou les agents délégués par lui à cet effet.

ARTICLE 7

Pour la localisation des sépultures, il est nécessaire de définir :

- 1) le carré
- 2) la tranchée
- 3) le type de concession
- 4) le numéro de la concession

ARTICLE 8

Un fichier tenu par le service des cimetières déposé au service de l'état civil, mentionnera pour chaque sépulture les noms et prénoms et domicile, la date du décès et le numéro de la concession.

Si la concession a été prévue pour recevoir plusieurs corps, le nombre de places occupées et des places disponibles sera également noté sur le registre après chaque inhumation ainsi que le mouvement des opérations funéraires exécutées dans les concessions au cours de leur durée.

MESURE D'ORDRE ET DE SURVEILLANCE DES CIMETIERES

ARTICLE 9

Les portes des cimetières seront ouvertes au public :

- du 1^{er} octobre au 31 mars : de 8 heures à 18 heures
- du 1^{er} avril au 30 septembre : de 7 heures à 19 heures 30

Les renseignements au public se donneront :

- de 8 heures à 12 heures
- et de 13 heures 30 à 17 heures

au service Etat Civil (les jours ouvrables)

ARTICLE 10

L'entrée des cimetières sera interdite aux gens ivres, indécents, aux marchands ambulants, aux enfants au-dessous de 10 ans non accompagnés.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront à l'égard de leurs enfants, pupilles, ouvriers et élèves la responsabilité prévue par l'article 1384 du Code Civil.

Les cris, les chants (saufs psaumes à l'occasion d'une inhumation), les conversations bruyantes, les disputes sont interdites à l'intérieur du cimetière.

Les personnes admises dans les cimetières ainsi que les ouvriers y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient une ou plusieurs dispositions du règlement seront expulsées par la Police sans préjudice des poursuites de droit.

ARTICLE 15

Les allées seront constamment laissées libres, les voitures ou chariots admis dans les cimetières ne pourront y stationner. Ils y entreront par les portes désignées le cas échéant par l'administration municipale. Tous les véhicules devront toujours se ranger et s'arrêter pour laisser passer les convois.

CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS

ARTICLE 16

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une autorisation écrite du Maire ou par le service mandaté. Celle-ci mentionnera d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès ainsi que le jour et l'heure auxquels devra avoir lieu son inhumation. Toute personne qui, sans cette autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines portées à l'article R. 645-6 du Code Pénal.

ARTICLE 17

Aucune inhumation, sauf le cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès. L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin compétent, la mention inhumation d'urgence sera portée sur le permis d'inhumer par l'Officier d'Etat Civil.

ARTICLE 18

Les gardiens des cimetières ou leur représentant légal devront, discrètement avant l'entrée, exiger le permis d'inhumer.

ARTICLE 19

Lorsque l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau, il est procédé à l'ouverture de celui-ci par les fossoyeurs de l'entreprise désignée par la famille. Le personnel communal procédera uniquement à l'ouverture des terres communes, columbarium et éventuellement des pleines terres.

L'ouverture des caveaux sera effectuée un jour avant l'inhumation sauf si le caveau est vide afin que si quelque travail de maçonnerie ou autre analogue était jugé nécessaire, il puisse être exécuté en temps utile par les soins de la famille avec autorisation du service concerné.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS DANS LES SEPULTURES EN TERRAIN ORDINAIRE OU TERRAIN COMMUN

ARTICLE 20

Dans la partie des cimetières affectée aux sépultures communes chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée conforme à la législation actuelle. Toutefois, en cas de calamité, de catastrophe ou de tout autre événement qui entraînerait un nombre anormalement élevé de décès, les inhumations auront lieu en tranchées pendant une période déterminée.

ARTICLE 21

Les inhumations auront lieu, autant que possible, les unes à la suite des autres sans qu'on puisse laisser des emplacements libres vides.

Les inhumations en tranchées qui seraient prescrites en raison des circonstances exceptionnelles prévues par le présent arrêté seront effectuées dans des emplacements spéciaux.

Les tranchées auront une profondeur de 1,50 m et les cercueils seront espacés de 20 cm.

ARTICLE 22

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible ainsi que les suaires non dégradables est interdite dans le terrain commun, exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier.

ARTICLE 23

Les tombes en terrain commun devront recevoir une plaque d'identité. Par un souci d'uniformité, aucun entourage ne pourra délimiter chaque sépulture. Les terrains communs en béton au cimetière Saint Roch pourront recevoir une dalle d'habillage en pierre naturelle qui ne sera ni scellée ni collée et qui sera retirée lors de l'exhumation du corps.

ARTICLE 24

Aucun signe funéraire ne pourra être placé sur la tombe sans qu'au préalable l'alignement ait été donné par le gardien

ARTICLE 25

A l'expiration du délai prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

Notification sera faite au préalable par les soins de l'administration auprès des familles des personnes inhumées. La décision de reprise sera publiée, conformément au Code des Communes et portée à la connaissance du public par voie d'affiches.

Les familles devront signaler leur changement d'adresse ou tout autre événement susceptible d'empêcher la reprise.

ARTICLE 26

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois, à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires, monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures qui les intéressent.

ARTICLE 27

A l'expiration du délai prescrit par le présent arrêté (article 26), l'administration municipale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires qui n'auraient pas été enlevées par les familles.

Les monuments seront transférés dans un dépôt et l'Administration municipale prendra immédiatement possession du terrain.

Au cours de la période expirant d'un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise, les familles pourront retirer du dépôt les objets leur appartenant.

L'Administration municipale prendra définitivement possession des matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise.

Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés deviendront irrévocablement propriété de la ville qui décidera de leur utilisation.

ARTICLE 28

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps, soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par parcelles ou rangées d'inhumations. Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans la ou les tombes seront réunis avec soins dans des sacs à ossements pour être ré-inhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage.

Les débris de cercueils seront incinérés conformément à la législation.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONCESSIONS

ARTICLE 29 - Acquisition

Les familles désirant obtenir une concession funéraire dans un cimetière devront s'adresser au service des cimetières ; elles pourront mandater une entreprise de pompes funèbres qui effectuera pour leur compte les formalités nécessaires.

ARTICLE 30 – Droit de concession

Dès la signature du contrat, le concessionnaire devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature.

Ces tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal. Le montant de ces droits est réparti entre la Ville pour les deux-tiers et le Centre Communal d'Action Sociale pour un tiers.

ARTICLE 31 - Droits et obligations des concessionnaires

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

Il en résulte que :

- 1) Il ne peut y avoir qu'un seul acquéreur par concession ou par couple
- 2) Une concession ne peut être transmise que par voie de succession ou de donation entre parents ou ayants-droit, à l'exclusion de toute cession à des tiers par vente ou toute autre espèce de transaction. En pareil cas, l'opération serait nulle et sans effet.
Une concession ne peut être rétrocédée à la Ville que dans les conditions prévues au présent arrêté.
- 3) Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation. Peuvent être inhumés dans une concession le concessionnaire, ses ascendants ou descendants, ses alliés
- 4) Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans la concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'ayants-droit mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection et de reconnaissance. Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement. En particulier lorsque la concession est assortie d'un droit de construction de caveau, le concessionnaire, lors de la signature du contrat, s'engagera à terminer la construction dudit caveau dans un délai de 1 an et à y faire transférer dans les 4 mois suivant l'expiration de ce délai le ou les corps qui auraient été inhumés

provisoirement au dépositaire ou dans les cases provisoires. Ce délai est réduit à un mois en cas d'inhumation de corps.

- 5) Le concessionnaire ne peut accéder à sa concession qu'aux jours et heures d'ouverture du ou des cimetières au public et en se conformant aux règles de police contenues dans le présent règlement.

ARTICLE 32 – Type de concessions

Les différents types de concession, en dehors des terres communes, du ou des cimetières sont les suivants :

- concessions temporaires de 15ans
- concessions temporaires de 30 ans
- concessions temporaires de 50ans
- concessions perpétuelles
- concession de cases de columbarium d'une durée de 5 ans
- concession de cases de columbarium d'une durée de 10 ans

ARTICLE 33 – Choix de l'emplacement

Les concessions de terrains neufs, quelle que soit la durée, sont établies dans les cimetières au seul choix de l'administration municipale en fonction des besoins, des possibilités offertes par le terrain et des nécessités et contraintes de circulation de service.

ARTICLE 34 – Renouvellement des concessions temporaires

Les concessions temporaires sont renouvelables à expiration de chaque période de validité.

Le concessionnaire ou ses héritiers pourront encore user de leur droit à renouvellement à compter de la date d'expiration pendant une période de 2 ans sauf si une inhumation est prévue dans le délai des 2 années supplémentaires, la régularisation de la concession sera de fait obligatoire.

Passé ce délai, ou à défaut de paiement de la nouvelle redevance à l'expiration, la concession fait retour à la ville qui peut procéder aussitôt à un autre contrat. Le renouvellement prendra effet à la date d'expiration de la période précédente. La Ville se réserve de faire opposition au renouvellement de concession temporaire pour des motifs de sécurité, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration des cimetières. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la ville.

ARTICLE 35 – Rétrocession

Le concessionnaire pourra être admis à rétrocéder à la ville une concession avant échéance de renouvellement, sauf les columbariums, aux conditions suivantes :

- 1) la rétrocession doit être motivée par l'acquisition d'une concession de plus longue durée ou par un transfert de corps dans une autre commune
- 2) Toutefois le concessionnaire initial et lui seul sera admis à rétrocéder une concession.
- 3) Le terrain, caveau ou case, devra être restitué libre de tout corps
- 4) Le terrain devra être restitué libre de tout caveau ou monument. Néanmoins, lorsque la concession correspond à la recette de la vente des concessions à destination du Centre Communal d'Action Sociale ne pouvant faire l'objet de remboursement. En ce qui concerne les concessions temporaires, le remboursement est calculé au prorata de la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance du contrat

ARTICLE 36 – Conversion

Les concessions sont convertibles en concession de plus longues durées ou de plus courte durée au prix du tarif en vigueur au moment de la demande de la conversion. Dans ce cas, il est défalqué du prix de conversion, une somme égale à la conversion convertie compte tenu du temps restant à courir jusqu'à son expiration.

CAVEAU ET MONUMENTS SUR LES CONCESSIONS

ARTICLE 37. L'acquisition ou le renouvellement d'une concession de terrain sont soumis aux travaux suivants qui seront réalisés par la Ville :

- Pose d'une semelle
- Construction d'un caveau

En cas d'inhumation dans une concession de terrain qui n'avait pas fait l'objet de travaux au moment de l'achat la construction d'un caveau ainsi que la pose d'une semelle seront réalisés par la Ville avant l'inhumation si l'état de la sépulture le justifie.

ARTICLE 38 – La pierre tombale devra avoir une dimension adaptée au caveau. Les pierres tombales et stèles seront obligatoirement réalisées en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en métaux inaltérables et éventuellement béton moulé.

Les concessionnaires devront soumettre à l'administration municipale leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent règlement.

Les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé. Sera toléré en avant du caveau une marche de 25 cm de large sur la largeur du caveau.

ARTICLE 39

Les concessionnaires ou leurs entrepreneurs qui veulent construire le monument doivent :

- 1°) déposer au service des cimetières un ordre d'exécution signé par le concessionnaire ou son ayant-droit et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter
- 2°) demander l'alignement et la délimitation de l'emplacement au service des cimetières
- 3°) solliciter une autorisation écrite indiquant la nature et les dimensions des ouvrages

DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CAVEAUX ET MONUMENTS

ARTICLE 40

L'Administration municipale surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines, mais elle n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers qui pourront en poursuivre la réparation conformément aux règles du droit commun.

Dans tous les cas, les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leur seront données. Si le constructeur ne respectait pas la superficie concédée et les normes imposées, l'Administration municipale pourra faire suspendre immédiatement les travaux. Ces derniers ne pourront être continués que lorsque le terrain usurpé aura été restitué. Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par l'Administration municipale aux frais du contrevenant.

ARTICLE 41

Les travaux faits pour la construction des monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs, être entourés de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger.

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation des allées.

ARTICLE 42

Aucun dépôt même momentané des terres, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Les travaux de construction des monuments devront être achevés au plus tard six mois après l'attribution de la concession.

ARTICLE 43

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution de travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément du service cimetière.

ARTICLE 44

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins.

Les gravats, pierres, débris devront être recueillis et enlevés avec soin au fur et à mesure, de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant la construction.

Après l'achèvement des travaux, dont le service cimetière devra être avisé, l'entrepreneur devra nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises aux allées ou plantations.

En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'Administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits dans l'intérieur des cimetières.

ARTICLE 45

Les terrains ayant fait l'objet de concession seront entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité. Faute par les concessionnaires de satisfaire à ces obligations, l'administration municipale y pourvoira d'office et à leurs frais.

Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans les limites du terrain concédé. Elles devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la

surveillance et le passage ; elles devront être élaguées dans ce but et, si besoin est, abattues à la première mise en demeure.

Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, le travail sera exécuté d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants-droits.

En raison des dégâts causés aux sépultures voisines, la plantation de tout arbre, même un if, est interdite sur le terrain concédé.

Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines, un procès-verbal sera établi par l'agent responsable du cimetière et une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise au concessionnaire ou à ses ayants-droit. En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office, à la demande de l'administration et aux frais du concessionnaire ou de ses ayant-droit.

L'administration municipale pourra enlever les fleurs coupées, les pots déposés sur les tombes lorsque leur état nuira à l'hygiène, la salubrité ou le bon ordre.

OBLIGATIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX ENTREPRENEURS

ARTICLE 46 – Autorisations de travaux

Pour obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux dans les cimetières, l'entrepreneur devra se présenter au bureau du service état civil, porteur de la demande d'autorisation dûment signée du concessionnaire ou d'un ayant-droit, et par lui-même; la vérification du lien du parenté restant à la charge de l'Administration municipale. Cette autorisation est ensuite transmise au gardien concerné.

ARTICLE 47 – Plan de travaux – Indications

L'entrepreneur devra soumettre à l'Administration municipale un plan détaillé à l'échelle des travaux à effectuer, indiquant :

- les dimensions exactes de l'ouvrage
- les matériaux utilisés
- la durée prévue des travaux

Cette durée sera limitée à six jours ou à un jour s'il y a corps, à compter du début constaté des travaux, pour une concession simple sauf demande de suspension reçue et acceptée par l'Administration municipale. Au-delà, il sera perçu une pénalité de retard correspondant aux droits d'occupation de caveau d'attente (droit d'entrée + droits journaliers). Le contrevenant ne sera autorisé à pénétrer dans les cimetières qu'après acquittement des pénalités de retard.

Pour les travaux de rénovation, l'entrepreneur fournira un descriptif comportant les mêmes indications.

Dans le cas d'une inhumation récente, les travaux ne devront pas excéder 24 heures.

Dans tous les cas, les entrepreneurs devront faire connaître le prix envisagé des travaux à la demande de l'Administration municipale.

ARTICLE 48 – Références

Les monuments posés sur les sépultures devront porter, gravées sur le devant, l'indication suivante :

- numéro d'enregistrement de l'acte de concession

ARTICLE 49 – Déroulement des travaux – Contrôles

Les travaux ne pourront être entrepris que lorsque l'autorisation délivrée par l'administration municipale sera en possession de l'entrepreneur. Celui-ci la remettra au gardien du cimetière qui décidera si les travaux peuvent commencer immédiatement ou doivent être différés.

ARTICLE 50 – Périodes

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux de construction sont interdits aux périodes suivantes :

- samedi, dimanche et jours fériés
- fêtes de Toussaint (sept jours francs précédant le jour de la Toussaint et trois jours francs suivants compris)
- autre manifestation (durée précisée par l'Administration municipale)

ARTICLE 51 – Dépassement de limites

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement donnés par le représentant de l'Administration municipale.

En cas de dépassement de ces limites et usurpations au-dessus ou au-dessous du sol, les travaux seront immédiatement suspendus et la démolition devra être immédiatement exécutée. Elle sera au besoin requise par voies de droit ou effectuée par les Services Municipaux aux frais de l'entrepreneur, avec perception des pénalités de retard.

ARTICLE 52 – Autorisations de travaux

Les autorisations de travaux délivrées pour la construction de chapelles, pour la pose de monuments, pierre tumulaires et autres signes funéraires, sont données à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers.

Le concessionnaire ou les constructeurs demeurent responsables de tous dommages résultant des travaux.

Les entrepreneurs demeurent responsables de tous dommages résultant des travaux.

Les entrepreneurs demeurent responsables de la bonne exécution des travaux même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers.

ARTICLE 53 – Signes et objets funéraires (dimensions)

Sous réserve de se conformer aux dispositions du présent règlement, les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation.

ARTICLE 54 – Inscriptions

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms usuels du défunt, ses années de naissance et de décès.

Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'Administration

ARTICLE 55 – Constructions gênantes

Toute construction additionnelle (jardinière, bac, etc ...) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de l'Administration municipale laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

ARTICLE 56 – Outils de levage

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres. Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, etc..) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

ARTICLE 57 – Détériorations

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tout autre instrument et généralement de leur causer aucune détérioration.

ARTICLE 58 – Délais pour les travaux

A dater du jour du début des travaux, après contrôle et indications d'alignement, les entrepreneurs disposent d'un délai de six jours (pour une concession simple) pour achever la pose des monuments funéraires ou d'un jour si la concession comporte un corps.

ARTICLE 59– Comblement des excavations

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées à terre (à l'exclusion de tous autres matériaux, tels que pierres débris de maçonnerie, bois, etc...) bien foulée et damée.

Si une excavation se créait ultérieurement pour cause naturelle et notamment sur la surface d'une fosse rebouchée et n'ayant pas encore reçu d'inhumation, les services municipaux procéderaient à la remise en état. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

ARTICLE 60 – Enlèvement de matériel

Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès l'achèvement de ceux-ci. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

ARTICLE 61– Nettoyage et propreté

Les entrepreneurs sont tenus, après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils auront occupé, de réparer les éventuels dégâts qu'ils auraient pu commettre après les avoir fait constater par un gardien du cimetière.

Les mortiers et béton devront être portés dans un récipient (baquets, brouettes etc ...) et ne jamais laissés à même le sol. De même, le gâchage qui est toléré sur place, ne sera exécuté que sur des aires provisoires (planches, tôle etc ...)

Il est interdit de déposer dans les allées, les sentiers, les entre-tombes et sur les espaces verts ou plates-bandes des outils ou matériaux de construction.

La remise en état éventuellement rendue nécessaire des parties communales sera exécutée à la charge de l'entrepreneur.

Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée ou en période de congés sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

Les terres ou débris de matériaux devront être enlevés des cimetières.

ARTICLE 62– Dépose de monuments ou pierres tumulaires

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le gardien du cimetière. Sauf pour les travaux n'excédant pas deux jours, le dépôt de monument est interdit dans les allées.

ARTICLE 63 – Périmètre protégé

En raison de leur intérêt architectural ou historique, certaines sépultures du cimetière ancien ont été répertoriées. La liste de ces sépultures figure sur le plan installé à l'entrée du cimetière ou au gardien. Des dispositions particulières, prises dans un but de sauvegarde et d'unité de site, s'appliquent désormais aux sépultures situées dans le périmètre comprenant des sections.

ARTICLE 64 – Matériaux autorisés

Les dispositions générales du Règlement municipal des Cimetières s'appliquent pour des concessions du périmètre protégé. Les dispositions particulières suivantes sont arrêtées :

Pour l'érection ou la pose de chapelles, monuments, pierres tombales, sculptures, stèles ne seront tolérées que les roches naturelles non polies

Le type et l'origine des matériaux utilisés seront précisés sur le plan soumis en vue de l'obtention de l'autorisation des travaux.

L'Administration municipale appréciera à l'examen du plan ou du descriptif des travaux si la réalisation prévue s'harmonise avec l'ensemble du site.

Une notification détaillée sera adressée au concessionnaire ou à l'entrepreneur s'il s'avère nécessaire d'apporter des transformations au projet initial.

ARTICLE 65 – Concessions entretenues aux frais de la ville (éventuellement)

La ville entretient à ses frais certaines concessions. Il ne pourra s'agir que de concessions perpétuelles. Le bénéfice de cet entretien est accordé par le Conseil Municipal.

REGLES APPLICABLES AUX CAVEAUX PROVISOIRES ET AUX DEPOSITOIRES

ARTICLE 66 –

Les dépositoires existants dans le ou les cimetières de la ville peuvent recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites ou qui doivent être transportés hors de ville.

Le dépôt des corps dans les dépositoires ne pourra avoir lieu que sur demande présentée par un membre de la famille ou par toute autre personne ayant qualité à cet effet et avec autorisation délivrée par le Maire.

ARTICLE 67

Pour être admis dans ces différents dépositoires, les cercueils contenant les corps devront, suivant les causes du décès et la durée du séjour, réunir les conditions imposées par la législation.

Au cas où des émanations de gaz seraient détectées, le Maire, par mesure d'hygiène et de police pourra prescrire l'inhumation provisoire aux frais des familles dans les terrains qui leur seraient destinés ou à défaut dans le terrain commun.

ARTICLE 68

L'enlèvement des corps placés dans ces dépositoires ne pourra être effectué que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

ARTICLE 69

Tout corps déposé dans les caveaux provisoires est assujetti à un droit de séjour. Ce tarif est fixé par le conseil Municipal. Il est tenu, à la Mairie, service cimetière, un

registre indiquant les entrées et les sorties des corps dont le dépôt aura été autorisé. La durée des dépôts en dépositaire est fixée à 3 mois. Cette durée peut être reconduite une fois sur demande de la famille.

REGLE DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE MUNICIPAL DES CIMETIERES

ARTICLE 70 – Organisation du service

Le service état civil cimetières est responsable :

- de la vente des concessions funéraires et de leur renouvellement
- du suivi des tarifs de vente
- de la perception des droits d'inhumation
- de la tenue des archives afférentes à ces opérations
- de la police générale des inhumations et des cimetières

Les services techniques sont responsables de la gestion du personnel des cimetières, de l'entretien du matériel, et en général des travaux portant sur les terrains, les plantations, les constructions non privatives des cimetières.

ARTICLE 71 Fonctions du personnel attaché au cimetière

Les gardiens sont placés sous l'autorité directe de l'adjoint technique. Ils sont tenus d'assurer en général, dans les conditions de décence et de délai requises toutes les opérations nécessitées dans le cadre des inhumations et exhumations, à savoir :

- creusement de fosse ou ouverture de terrain commun ou de case de columbarium ou pleine terre
- en cas d'exhumation, extraction de cercueil, réduction de corps, transfert de reliquaire, ré-inhumation, transfert de restes à l'ossuaire des terrains communs ou ordinaires et les concessions récupérées par la commune,
- comblement des fosses ou fermeture de terre commune ou pleine terre ou des cases de columbarium. Ils doivent en outre exercer une surveillance des cimetières au cours de leurs travaux et signaler à son supérieur toute anomalie qu'ils constatent sur les allées, monument construit ou en construction.

Ils sont à la disposition de l'administration municipale pour tous travaux ponctuels qui seraient nécessités par les opérations citées ci-dessus, ou d'hygiène publique de tous les cimetières.

L'ensemble des personnels fossoyeurs est également tenu de renseigner le public.

ARTICLE 72– obligations du personnel des cimetières

Il est interdit à tous les agents municipaux appelés à travailler dans le ou les cimetières, sous peine de sanctions disciplinaire et sans préjudice des poursuites de droit commun :

- de s'immiscer directement ou indirectement dans l'entreprise, la construction ou la restauration des monuments funèbres hors l'entretien des cimetières, dans le commerce de tout objet participant à l'entretien ou à l'ornementation des tombes,
- de s'approprier tout matériau ou objet provenant de concessions expirées ou non
- de solliciter des familles ou des entreprises toute gratification, pourboire ou rétribution quelconque,
- de tenir toute conversation ou adopter toute attitude ou tenue vestimentaire susceptible de nuire à la décence des opérations funéraires ou de choquer les tiers.

ARTICLE 73-Registre des réclamations

Des registres spéciaux, destinés à recevoir les réclamations et observations seront constamment tenus à la disposition des familles au Service Etat Civil de la commune.

Toute personne a le droit d'y consigner ou de faire consigner des plaintes et observations concernant tant le service des cimetières que celui des entreprises de Pompes Funèbres.

Pour qu'il y soit donné suite, les réclamations devront être signées lisiblement et indiquer l'adresse de leur auteur. Il ne sera pas tenu compte des plaintes anonymes.

Les réclamations devront être transmises le jour même par les agents responsables à la Mairie au service état civil et aux services techniques.

REGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS

ARTICLE 74 Demandes d'exhumation

Aucune exhumation ou ré-inhumation, sauf celles ordonnées, par l'autorité judiciaire ne peut avoir lieu sans l'autorisation du Maire.

L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre des cimetières, de la décence, ou de la salubrité publique.

En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique. Ainsi, l'exhumation du corps des personnes ayant succombé à l'une des maladies contagieuses ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date de décès.

La demande d'exhumation devra être formulée par le plus proche parent du défunt. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux.

Les demandes d'exhumation seront transmises au service des cimetières qui sera chargé, aux conditions ci-après, d'assurer l'exécution des opérations.

ARTICLE 75 – Exécution des opérations d'exhumation

Les exhumations ont lieu avant 9 heures le matin. Elles sont fixées par le services des cimetières en fonction des nécessités du service et en tenant compte, autant que possible, des desideratas des familles. Aucune exhumation ne sera autorisée entre le 1^{er} juin et le 30 septembre sauf cas exceptionnel demandant une autorisation spéciale. Ne sont acceptées le lundi que les exhumations de corps ordonnées par l'autorité judiciaire ou nécessitées par une inhumation prévue le même jour.

Les exhumations se dérouleront en présence des personnes ayant qualité pour y assister, sous la surveillance du gardien du cimetière et en présence du Commissaire de Police ou de son représentant.

Lorsque l'exhumation est motivée par le transfert du corps dans le cimetière d'une autre commune, en règle générale, chaque fois qu'elle s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé. Cet enlèvement sera justifié par une déclaration de l'entreprise chargée du travail devant être produite au plus tard quarante-huit heures avant le jour prévu pour l'exhumation. Les exhumations seront suspendues à la discrétion de l'Administration municipale en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations.

ARTICLE 76 – Mesures d'hygiène

Les agents chargés de procéder aux exhumations devront utiliser les vêtements et produits de désinfections imposées par la législation.
Avant d'être manipulés les cercueils et extraits des fosses seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation.

ARTICLE 77 – Transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre cimetière devra être effectué avec les moyens mis à disposition à cet effet. Les restes mortels devront être placés avec décence dans un reliquaire ou sac à ossements de taille appropriée et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet. Les bois de cercueils seront évacués par une société agréée ou éventuellement incinérés.

ARTICLE 78 – Ouverture des cercueils

Si au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès et seulement après autorisation de l'Administration municipale. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou s'il peut être réduit dans un reliquaire.

ARTICLE 79 - Exhumations et ré-inhumations

L'exhumation des corps inhumés en terrain commun ne peut être autorisée que si la ré-inhumation doit avoir lieu dans un terrain concédé, un caveau de famille ou le cimetière d'une autre commune.

ARTICLE 80– Redevances relatives aux opérations d'exhumations et ré-inhumations

Les redevances municipales perçues pour les opérations d'exhumation et de ré-inhumation sont fixées par délibération du Conseil Municipal.
Ces opérations, qui requièrent la présence d'un commissaire de police ou de son représentant ouvrent droit au bénéfice de ce dernier suivant les bases et en fonction des taux fixés par délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 81 – Exhumations sur requête des autorités judiciaires

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données.

Les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire n'ouvrent pas droit à vacation de police.

**REGLES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE REUNION DE CORPS OU
REDUCTIONS****ARTICLE 82**

Un droit de réunion de corps est perçu par la ville à l'occasion de toute réduction de corps dans les caveaux. Le montant de ce droit est fixé par conseil municipal. Ce droit ne constituant que la contrepartie d'un service rendu, la Ville n'est pas astreinte au versement du tiers de son produit au Centre Communal d'Action Sociale.

ARTICLE 83

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra être faite qu'après autorisation du Maire sur la demande de la famille et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

ARTICLE 84

Les réductions de corps dans les caveaux ne pourront s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

REGLES APPLICABLES A L'ESPACE CINERAIRE DU CIMETIERE CENTRAL

L'espace cinéraire a été créé pour permettre aux familles crématisées de disposer d'un environnement et d'aménagements spécialement destinés à recevoir les cendres de leurs défunts pour la dispersion ou la protection des urnes, et à y exprimer leur mémoire dans le cadre de leurs sensibilités propres.

Dans l'intérêt commun, les travaux d'aménagement, d'entretien et de plantations sont de la compétence exclusive de l'autorité municipale.

L'accès de l'espace cinéraire est libre à tous les usagers et visiteurs aux heures d'ouverture du cimetière.

ARTICLE 85

Un columbarium, des caveaux pour urnes, un jardin du souvenir et un support de mémoire sont mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes ou d'y répandre les cendres.

COLUMBARIUMS – CAVEAUX POUR URNES

Les urnes pourront prendre place dans les équipements dans la limite de la dimension de la case et des urnes.

Les familles devront veiller à ce que la dimension et la hauteur de l'urne puisse permettre son dépôt.

En tout état de cause, l'Autorité Municipale ne serait pas responsable si cette opération ne pouvait être effectuée pour de telles raisons.

ESPACE DE DISPERSION – JARDIN DU SOUVENIR

Un espace de dispersion de cendres est aménagé à cet effet.

La dispersion de cendres ne sera autorisée que suite à la demande de toute personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles.

Elle se fera sous le contrôle de l'Autorité Municipale.

Le dépôt de fleurs naturelles est autorisé en bordure de l'espace de dispersion.

Toutes plantations ou projet d'appropriation de l'espace (est interdit) sera soumis à l'accord de l'Autorité Municipale.

L'Autorité Municipale se réserve le droit d'enlever les fleurs fanées.

ARTICLE 91

Toute infraction au présent règlement sera constatée par les agents chargés de la surveillance du cimetière et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 92

Tout changement d'adresse ou qualité du concessionnaire devront obligatoirement être signalé au service état civil cimetière de la mairie.

Les tarifs des concessions, de creusement de fosses et des droits d'inhumation et d'exhumation etc..., établis par le Conseil Municipal sont tenus à la disposition des administrés à l'hôtel de ville (service des cimetières).

Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur l'adjoint délégué aux cimetières et Monsieur l'adjoint délégué à la sécurité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont des extraits seront affichés aux portes des cimetières.

Le présent règlement sera tenu à la disposition des administrés dans les lieux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 93

Le présent règlement rentre en vigueur le
Il abroge le précédent règlement intérieur.

Fait à Ollioules, le

Le Maire d'Ollioules

Le Maire d'Ollioules

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/5.1

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROGUEBERT, Raymond HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE :</u> OUI		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : TPM / Ville d'Ollioules : renouvellement de la convention de mise à disposition des services municipaux

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune, au diapason de l'ensemble des autres communes de l'agglomération, a été sollicitée pour le renouvellement pour une période de 5 ans de la convention de mise à disposition des services municipaux avec TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

Cette convention, mise en œuvre depuis de nombreuses années avec l'agglomération, qui arrive à son terme au 31 décembre 2014, constitue le socle de l'optimisation des actions et des moyens mis en œuvre dans le cadre des compétences dorénavant dévolues à TPM.

Ainsi, pour que la procédure engagée perdure efficacement, le projet de convention établi pour 5 ans liste l'ensemble des services mutualisés (article 3) pour lesquels la commune est susceptible d'intervenir pour le compte de l'agglomération.

Monsieur le Maire précise encore que l'organisation de cette mise à disposition ainsi que la couverture financière des frais engagés par la commune dans le cadre de la mise à disposition de ses services, sont précisément encadrées.

Enfin, il est mis en exergue que la commune est particulièrement concernée pour l'application de cette convention par l'annexe 1a relative aux voiries et parcs de stationnement à caractère communautaire et qu'à ce titre des échanges seront programmés pour expliciter les modalités concrètes d'intervention.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

Vu les délibérations de TPM actant des transferts de compétences des communes à son profit,

Considérant l'avis du favorable du Comité Technique réuni ce 15 décembre 2014,

Considérant le projet de convention de mise à disposition des services municipaux reçu de l'agglomération,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE le projet de convention de mise à disposition des services municipaux au profit de l'agglomération tel qu'annexé.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES MUNICIPAUX COMMUNE D'OLLIOULES

Entre :

La Communauté d'Agglomération « Toulon Provence Méditerranée », représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Communautaire n° _____ du 12 décembre 2014,

Ci-après désignée « **TPM** »,

D'une part,

Et :

La Commune d'OLLIOULES, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Robert BENEVENTI, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal n° _____ du _____,

Ci-après désignée « **la Commune** »,

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L5211-4-1§II,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération « Toulon Provence Méditerranée »,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire de Toulon Provence Méditerranée en date du _____,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire de la commune d'OLLIOULES en date du _____,

Vu les délibérations du Conseil Communautaire déclarant d'Intérêt Communautaire :

- Au titre de sa compétence en matière d'équipements sportifs et culturels :
 - le Conservatoire National à Rayonnement Régional : délibération n° 03/12/29/189 en date du 15 décembre 2003 ;
 - le centre culturel de Châteauvallon : délibération n°02/06/04/61 en date du 19 juin 2002 ;

- au titre du soutien aux actions d'initiation et de sensibilisation aux nouvelles technologies, les Cyberbases : délibération n°04/12/27/172 du 16 décembre 2004 ;
- certaines parties de la voirie communale : délibérations n° 02/11/32/143, 03/05/18/61, 03/05/30/73, 04/09/29/108, 10/11/230 en date respectivement du 25 novembre 2002, du 22 mai 2003, du 23 septembre 2004 et du 20 novembre 2010;
- certaines zones d'activités économiques : délibération n° 02/11/47/159 en date du 25 novembre 2002 ;
- l'assainissement : délibération n°09/12/40/276 en date du 19 décembre 2009.

Vu les décisions du Bureau Communautaire n°08/904 du 15 décembre 2008 relatives aux conventions de mise à disposition des services municipaux et n°13/1030 en date du 21 octobre 2013 portant avenants aux conventions de mise à disposition de services municipaux.

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUI :

Pour l'exercice de ses compétences transférées par la commune, TPM a bénéficié du transfert correspondant des moyens matériels et humains dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Néanmoins, en certains cas, un tel transfert des moyens supposant une partition des services municipaux ne pouvait être opérationnellement mis en œuvre dans une perspective réaliste.

C'est le cas des services fonctionnels ou des services opérationnels pour lesquels la partition aurait entraîné d'une part une perte d'efficacité et, d'autre part, un dédoublement des moyens humains et matériels nécessaires induisant des dépenses publiques supplémentaires. Ce résultat est contre-productif pour l'organisation intercommunale qui doit avant tout être source d'économie grâce à la gestion rationalisée mise en place.

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales impose désormais que lorsque, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune conserve tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier, « ces services sont en tout ou partie mis à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci » (article L 5211-4-1-II CGCT).

Les parties entendent se placer dans le cadre de ces dispositions législatives.

Il est donc envisagé de continuer à faire assumer par les services communaux certaines tâches relevant désormais de la compétence de la Communauté d'Agglomération.

Peuvent être aussi confiées pour entretien les créations et réalisations faites par TPM dans les territoires des communes membres au travers des compétences qui lui ont été transférées depuis sa création.

Les services municipaux concernés réalisant une intervention pour le compte de TPM sont ci-après désignés « services mutualisés ».

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE I : OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

ARTICLE 1^{ER} : Objet

La présente convention a pour objet, conformément à l'article L 5211-4-1-II du CGCT, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de déterminer les modalités et les conditions de la mise à la disposition par la Commune auprès de TPM des services municipaux présentant un intérêt pour l'exercice de ses compétences.

ARTICLE 2 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

TITRE II : LES SERVICES MUTUALISES

ARTICLE 3 : Identification des services mutualisés

Eu égard aux transferts de compétences intervenus entre la Commune et TPM, les services municipaux présentant un intérêt pour l'exercice par TPM de ses compétences sont ceux qui ont en charge :

- L'entretien de la voirie communautaire, ses accessoires, les délaissés et les espaces verts inclus dans le périmètre de celle-ci, ainsi que les parcs de stationnement : annexe 1-A
- L'entretien des parcs relais et des pôles d'échanges : annexe 1-B
- La maintenance et l'entretien des bâtiments : annexe 1-C
- L'entretien espaces naturels : annexe 1-D
- Le sentier du littoral : annexe 1-E
- L'assainissement : annexe 1-F

➤ Les aires d'accueil des gens du voyage : annexe 1-G.

L'identification d'autres services mutualisés pourra intervenir par avenant si nécessaire.

ARTICLE 4 : Conditions d'intervention des services mutualisés

L'annexe 1 fixe après propositions des deux parties pour chaque service mutualisé, les modalités d'intervention pour le compte de TPM, et plus particulièrement :

- le détail des missions exercées,
- le périmètre d'intervention,
- la fréquence des interventions.

Pour chaque service mutualisé, la commune désigne un référent.

ARTICLE 5 : Responsabilité

Lorsqu'ils interviennent pour le compte de TPM, les services mutualisés sont placés sous sa responsabilité.

Il appartiendra donc à l'autorité exécutive de TPM de fixer les conditions de réalisation des interventions assurées pour son compte en veillant bien à ce que la charge de travail reste équivalente à celle ayant servi de base à l'évaluation des charges transférées à l'occasion des transferts de compétence intervenus.

Conformément aux dispositions de l'article L5211-4-1-IV du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de TPM ou son représentant saisira le DGS de la commune chargé de mission pour le compte de TPM, et l'instruira des tâches à accomplir dans le cadre de la mise en œuvre de la présente.

A ce titre, chaque service sollicité pour des interventions non récurrentes, devra fournir 48h à l'avance un planning d'intervention définissant de manière précise les lieux, dates, durée estimée et personnel engagé.

Bien que les personnels des services intervenants soient placés sous l'autorité de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, ils interviennent avec la qualité « d'Homme de l'Art » et à ce titre doivent non seulement justifier des compétences et des qualifications requises, mais disposer de tous les matériels et équipements obligatoires et nécessaires à la bonne exécution des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur au moment des travaux ainsi que toutes les autorisations administratives exigibles.

Il est précisé et rappelé que toute intervention faite en dehors de ce cadre le sera sous l'entière et unique responsabilité de la commune et ne pourra prétendre à remboursement.

TITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6 : Remboursement

Les missions remplies par les services mutualisés pour le compte de TPM donnent lieu à un remboursement des interventions de la Commune dont le montant sera équivalent au coût de la main d'œuvre mobilisée et des fournitures utilisées et si toutes les conditions définies ci-dessus ont été réunies de manière à permettre à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée une vérification des travaux réalisés pour son compte.

ARTICLE 7 : Modalités de remboursement

Conformément aux dispositions de l'article D 5211-16 du CGCT, le remboursement des frais de fonctionnement des services mutualisés s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constatées par TPM.

Compte tenu de la pluralité des services mis à disposition, les modalités de remboursement détaillées ci-dessous se comprennent secteur par secteur conformément aux règles et principes posés par les articles 3 et 4.

7.1 : Détermination du coût unitaire de fonctionnement

La Commune détermine le coût unitaire du fonctionnement du service mutualisé, chaque année, à partir des dépenses inscrites dans le dernier compte administratif connu, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité, au vu du budget primitif de l'année.

Les dépenses devront comprendre :

- les charges de personnel ;
- les fournitures et le petit matériel ;
- le coût de renouvellement des biens et des contrats de services rattachés.

Les parties auront arrêté un coût unitaire de fonctionnement à la date du 1^{er} novembre n-1 pour permettre à TPM et aux communes d'intégrer l'évolution des dépenses dans leur budget respectif.

Pour la première année, le coût unitaire est porté à la connaissance de TPM dans un délai de trois mois à compter de la signature de la présente convention.

7.2 : Détermination des unités de fonctionnement

Une unité correspond à une utilisation du service mis à disposition par la commune.

Pour les interventions récurrentes, un modèle d'état mensuel d'intervention à renseigner et à transmettre à TPM est joint en annexe 1, et en annexe 2 pour les interventions non récurrentes.

7.3 : Paiements

Des états d'intervention devront être transmis mensuellement à TPM.

Le remboursement des sommes déterminées en application de l'article 8 s'effectuera sur présentation par la commune d'un état récapitulatif trimestriel qui fait la synthèse des états d'intervention transmis à TPM mensuellement qui auront été préalablement validés par les services de TPM.

Cet état des dépenses engagées concernant l'intervention des services d'utilité commune pour le compte de TPM, devra être attesté par le Maire.

Une fois la validation d'un trimestre réalisée, TPM autorisera la commune à émettre un titre de recette correspondant aux sommes dues pour le trimestre considéré.

Nota : Il est précisé que le montant total des remboursements affecté aux dépenses d'entretien des voies, espaces et équipements transférés et/ou créés ne pourra dépasser le montant du budget annuel de TPM. Pour les voiries en et hors ZAE, des tableaux de répartition seront élaborés chaque année. Ils définiront le montant maximum affecté à chaque commune sur la base des valeurs des transferts effectués.

7.4 : Contrôle

TPM se réserve le droit de demander des éclaircissements à la commune :

- En cas d'incohérence ou d'augmentation entre le montant prévisionnel et le montant constaté ;
- En cas d'incohérence entre la nature des charges dont il est demandé remboursement, et celles identifiées dans la présente convention.

Une vérification contradictoire entre la commune et TPM pourra être effectuée sur place afin de certifier de l'exactitude des sommes à rembourser.

ARTICLE 8 : Règlement des interventions effectuées par des entreprises

Lorsqu'il est fait appel, pour le compte de TPM, à une entreprise afin d'effectuer certaines interventions, la somme due doit être engagée et payée directement par TPM.

La présente convention ne peut avoir pour conséquence d'habiliter la Commune à prendre en charge sur son budget et sur ses marchés publics les interventions couvrant les besoins propres de TPM.

Ces dépenses, si elles étaient prises en charge par la Commune, ne pourraient donner lieu à un remboursement.

Par dérogation avec ce qui précède, les marchés publics conclus par la Commune avant la date du transfert de compétences à TPM pourront être mobilisés par un service d'utilité commune pour le compte de TPM sur sa demande. La facture correspondante devra être envoyée à TPM.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 9 : Renouvellement de la présente convention

La présente convention ne pourra être reconduite que de façon expresse.

Neuf mois au minimum avant la date d'expiration, les parties devront se tenir informées de leurs intentions quant à la reconduction ou non des relations contractuelles.

ARTICLE 10 : Modalités de résiliation

La présente convention ne pourra être résiliée que pour un motif d'intérêt général sous réserve du respect d'un préavis de 9 mois à compter de l'envoi d'un courrier en recommandé avec avis de réception.

ARTICLE 11 : Réflexion sur la gestion optimale des moyens humains

En cas de décision de ne pas renouveler, ou en cas de résiliation, les parties s'engagent à étudier, durant la période de 9 mois précédant la fin des relations contractuelles, les autres modalités d'organisation des moyens humains des services d'utilité commune dans une optique de solidarité, d'efficacité, d'économies d'échelles et de gestion optimale du service public.

ARTICLE 12 : Extension de compétences

La présente convention s'applique de plein droit aux transferts de compétences qui pourraient intervenir après sa signature et pour lesquels l'intervention des services mutualisés définis à l'article 3 s'avérerait nécessaire.

Les annexes seront actualisées en tant que de besoin.

De la même manière et sous les mêmes conditions, la présente convention pourra s'appliquer aux réalisations effectuées par TPM, qu'il s'agisse de voirie communautaire ou d'équipement communautaire, pour lesquels l'intervention des services sus mentionnés sera jugée nécessaire par TPM.

Dans cette hypothèse, TPM notifiera à la commune sa volonté de faire application des stipulations de la présente convention en précisant les voiries et/ou équipements concernés et en joignant les éléments techniques permettant à la commune d'apprécier la charge de travail pouvant en résulter. Le renforcement des équipes induit par cet accroissement de travail sera supporté par TPM à travers le remboursement des charges dues à la Commune.

En cas de transfert à TPM de la totalité d'une compétence exercée jusque-là partiellement, il sera fait application des dispositions de l'article L 5211-4-1 du CGCT impliquant, sauf dérogation dûment motivée, un transfert de plein droit de l'ensemble des personnels communaux travaillant dans le service transféré. La présente convention sera alors modifiée par avenant pour tenir compte de cette nouvelle organisation.

ARTICLE 13 : Evolution du mode de gestion des services

Dans le cas où la Commune envisage d'externaliser certaines missions pouvant se rattacher à un service mutualisé, celle-ci s'engage à proposer à la Communauté d'Agglomération TPM de s'associer à sa démarche par le biais d'un groupement de commandes dans les conditions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

De même si TPM envisage de revoir le périmètre d'intervention des services mutualisés, elle doit notifier sa décision à la commune au moins 3 mois avant pour que la réduction résultant du périmètre d'intervention des services mis à disposition et le remboursement en résultant soient effectifs.

ARTICLE 14 : Compétence juridictionnelle

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les parties s'en remettront au Tribunal Administratif de TOULON.

ARTICLE 15 : Avenant

La présente convention est modifiable à tout moment par voie d'avenant.

ARTICLE 16 : Annexes

La présente convention comporte sept annexes qui font partie intégrante de la convention.

Fait à Toulon, le

Pour la Commune d'OLLIOULES
Le Maire,

Pour la Communauté d'Agglomération
Toulon Provence Méditerranée
Le Président,

[illegible]

ANNEXE 1

FICHES SECTORIELLES DE MUTUALISATION

- L'entretien de la voirie communautaire, ses accessoires, les délaissés et les espaces verts inclus dans le périmètre de celle-ci, ainsi que les parcs de stationnement : annexe 1-A
- L'entretien des parcs relais et des pôles d'échanges : annexe 1-B
- La maintenance et l'entretien des bâtiments : annexe 1-C
- L'entretien espaces naturels : annexe 1-D
- Le sentier du littoral : annexe 1-E
- L'assainissement : annexe 1-F
- Les aires d'accueil des gens du voyage : annexe 1-G

Annexe 1a / VOIRIE – PARCS DE STATIONNEMENT

Fiche sectorielle de mutualisation 2015 - 2019 Mise à disposition des services municipaux de la Commune d'OLLIOULES au profit de Toulon Provence Méditerranée

Objet de la mise à disposition :

La présente mise à disposition (MAD) est réalisée en vue de concourir à l'entretien des voiries déclarées d'intérêt communautaires sur le territoire communal au profit de l'EPCI.

Les services de la commune mettent à disposition leur équipe d'entretien chargée du nettoyage des voiries, de l'entretien de l'espace public avec l'ensemble des moyens nécessaires (matériels et fournitures), de la signalisation et de l'éclairage public et de la viabilité hivernale.

Entretien des Voiries :

Toutes les interventions réalisées en régie définies ci-après induisent la prise en compte du matériel nécessaire à la bonne exécution de l'intervention ainsi que les matériaux à mettre en œuvre.

Elles concernent :

- Le nettoyage courant des voies, trottoirs et de tous les espaces inclus dans le périmètre du transfert.
 - Balayage manuel et cantonage,
 - Balayage et lavage mécanisé,
 - Désherbage.
- Les interventions d'entretien des voiries.
 - Entretien général de la surface transférée (Ex : nids de poules, reprise ponctuelle de revêtement de chaussées ou trottoirs.) y compris le déneigement à l'exclusion des travaux de grosses réparations.

En dehors des possibilités données à la commune d'exécuter ces interventions, celle-ci pourra informer la Communauté d'Agglomération TPM des nécessités de travaux complémentaires à faire réaliser par une entreprise.

Interventions d'urgence :

Concernent des travaux de balisage et toute intervention de nettoyage requise dans le cadre de la sécurité publique.

Les interventions de remise en état pourront être réalisées dans le cadre des articles de la présente convention.

Interventions en régie pour la signalisation routière :

- Eléments de signalisation verticale (panneaux de police, jalonnement incluant mâts et massifs de scellement).
- Signalisation horizontale : Lignes continues et discontinues, bandes « Stop » et « Céder le passage », marquages spéciaux tels que passages protégés et leurs accessoires, zébras, damiers, matérialisation des places de stationnement, flèches directionnelles, bandes cyclables et balisettes.

Nettoyage des chaussées et trottoirs :

La mutualisation des services de propreté de la commune se fait dans les conditions et fréquences suivantes :

Pour le balayage manuel des voies d'intérêt communautaire :

- En zone d'activités économiques communautaires : balayage en moyenne 2 fois par semaine.
- Dans tous les cas, la fréquence usuelle mise en œuvre par la commune devra être cohérente par rapport au traitement des voies adjacentes de même nature.

Pour le balayage mécanique et lavage des voies intercommunales

- Lavage et balayage des voies non comprises dans un périmètre dit hyper-centre, sera effectué selon un planning hebdomadaire basé sur 2 interventions par semaine.
- Curage des caniveaux : occasionnellement selon les nécessités, et au moins une fois par an ;
- En zone dite secteur hyper-centre : le balayage mécanique et le lavage interviendront selon la fréquence usuelle mise en œuvre par la commune et devront être en cohérence par rapport au traitement des voies adjacentes de même nature.

Pour la viabilité hivernale :

Les services de viabilités hivernales des services de la commune interviennent sur les voies communautaires dans le cadre de la présente convention selon l'organisation définie par la commune sur l'ensemble du territoire.

Entretien de l'éclairage public :

Entretien et maintenance des réseaux d'éclairage public comprenant :

- les armoires de commande,
- les réseaux de distribution,

- les mâts et équipements, lanternes, ampoules, appareillages,
- Eclairage d'ornement,
- Eclairage de balisage.

Réseaux eaux pluviales :

Entretien usuel des différents réseaux d'écoulement d'eaux pluviales, des regards et de leurs accessoires, dont les bassins de rétention, qui sont nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble.

Nota : Le réseau pluvial ne concerne que les ouvrages destinés exclusivement à l'évacuation des eaux des voies transférées.

Mobilier urbain :

L'entretien des éléments d'ornement ou d'accompagnement de voiries tels que :

- Bornes
- Potelets
- Barrières
- Bancs
- Glissière et gardes corps
- Totem (ZAE).

Comprend le nettoyage, l'enlèvement de graffitis ou d'autocollants, le remplacement ou la réparation le cas échéant, la remise en peinture.

Entretien des espaces verts :

Espaces engazonnés :

- Tonte des espaces engazonnés mensuellement de mars à novembre, et fréquence adaptée pour la période restante.
 - Ré-engazonnement si nécessaire sur les parties dégradées.
- A défaut une fois par an

Massifs arbustifs :

- Renouvellement des plantations arbustives : une intervention annuelle sur les végétaux morts ou nécessitant une intervention.
- Taille arbustive : 1 intervention annuelle.
- Nettoyage régulier : enlèvement des déchets.
- Arrosage sur les sites non équipés en arrosage intégré autant que de besoin.
- Entretien de massif : bêchage, découpe et désherbage des pieds d'arbres le cas échéant : 2 à 3 par an.

Entretien des haies :

- Remplacement des végétaux si nécessaire.
- Taille des haies : 2 fois par an.
- Désherbage manuel et nettoyage : 2 à 3 interventions annuelles.

Arbres et palmiers:

- Renouvellement d'arbres (abattage, dessouchage, plantations, arrosage)
- Élagage en fonction des besoins.
- traitements phytosanitaires.

Arrosage intégré :

- Entretien des installations et réparations le cas échéant.

Détail des montants prévisionnels pour l'année 2015

Activités	Frais directs de l'unité						Frais indirects de l'unité				Total
	ETP agents	MS Agents	ETP Cadres	MS Cadres	Dépenses affectées	TOTAL	ETP Direct°	MS Direct°	Dépenses	TOTAL	
Nettoyage de l'espace public											
Entretien de la voirie											
Entretien des espaces verts											
Signalisations											
Feux tricolores											
Urgence											
Viabilité											
Eclairage public											
TOTAL											

Un tableau des interventions énoncées ci-avant est joint à la présente annexe.

Il définit les frais directs d'unités ainsi que les frais indirects.

La valeur totale de chacune des interventions servira de base au tableau général définissant la localisation et la fréquence des interventions pouvant être réalisées par la commune.

Sur cette base un montant général estimatif sera calculé.

Tableau élaboré en fonction des coûts constatés à partir du compte administratif 2013 actualisé au vu du budget primitif 2015.

Le montant net du remboursement maximum de cette mise à disposition est de **28 260.48€**, pour l'année 2015, année de référence.

A compter de 2015, une régularisation du réalisé de l'année N-1 sera effectuée, le cas échéant, au vu de la différence entre le volume d'activité constaté par TPM à l'issue de l'année écoulée et la prévision établie en début d'année.

Noms des voies

Communes	N° de Voie	Nbre de pages	Nom des Voies	Descriptif supplémentaire	Longueur de la Voie
Ollioules	12	5	Chemin de Favoyrolles à Lagoubran		2835
	13	3	Route de la gare		1288
	14	1	Rue Jean Mennoz		137
	15	1	Chemin des Coquelicots		242
	16	1	Rue des Eglantiers		388
	17	1	Allée des Romarins/ Ch. Meissonier		705
	18	1	Chemin André Louis		182
	19	2	Ancien Chemin de Six Fours		715
	20	1	Chemin de la Juliette		420
	21	1	Chemin de Gelfrier		283
	104	1	Chemin de Châteauration		670
	105	1	Ch Meissonier (complément)		270
	106	1	Av Marechal Leclerc de Hauteclouque		123

Noms des ZAE

Commune	N° de la ZAE	Dénomination	Nom des Voies	Longueur des voies	Longueur cumulée des voies
Ollioules	52	Le Clos du Haut	raquette	51	51
	53	Lagoubran	Ch des Carrières	397	397
	54	Olliols	Voie du Lotissement	302	302
	55	La Granne	Voie du Lotissement	209	209
	56	Carrefour	Ch de la Bouyère	648	648
	57	F. Mistral			0
	58	J. Memnoz	Ch de la Capellane	198	198
	59	La Juliette			0
	60	La Gare	Anc ch de Toulon	69	69
	61	Piedardan	Ch de la Mistrade	300	1490
			Ch de Piedardan	168	
			Ch de la Bouillone	270	
			Ch des Deux Frères	190	
			Ch Lou Fœvi	201	
			Non désignée	361	
					3364

Annexe 1-B- LES PARCS RELAIS ET POLES D'ECHANGES

Fiche sectorielle de mutualisation 2015 - 2019 Mise à disposition des services municipaux de la Commune d'OLLIOULES au profit de Toulon Provence Méditerranée

Objet de la mise à disposition :

La présente mise à disposition (MAD) est réalisée en vue de concourir à l'entretien des parcs relais et des pôles d'échanges déclarés d'intérêt communautaires sur le territoire communal au profit de l'EPCI.

Les services de la commune mettent à disposition leur équipe d'entretien chargée du nettoyage des voiries, de l'entretien de l'espace public avec l'ensemble des moyens nécessaires (matériels et fournitures), de la signalisation et de l'éclairage public et de la viabilité hivernale.

Entretien :

Toutes les interventions réalisées en régie définies ci-après induisent la prise en compte du matériel nécessaire à la bonne exécution de l'intervention ainsi que les matériaux à mettre en œuvre.

Elles concernent :

- Le nettoyage courant des voies, trottoirs et de tous les espaces inclus dans le périmètre du transfert.
 - Balayage manuel et cantonage,
 - Balayage et lavage mécanisé,
 - Désherbage.
- Les interventions d'entretien des voiries.
 - Entretien général de la surface transférée (Ex : ronds de poules, reprise ponctuelle de revêtement de chaussées ou trottoirs...) y compris le déneigement à l'exclusion des travaux de grosses réparations.

En dehors des possibilités données à la commune d'exécuter ces interventions, celle-ci pourra informer la Communauté d'Agglomération TPM des nécessités de travaux complémentaires à faire réaliser par une entreprise.

Interventions d'urgence :

Concernent des travaux de balisage et toute intervention de nettoyage requise dans le cadre de la sécurité publique.

Les interventions de remise en état pourront être réalisées dans le cadre des articles de la présente convention.

Interventions en régie pour la signalisation routière :

- Eléments de signalisation verticale (panneaux de police, jalonnement incluant mâts et massifs de scellement).
- Signalisation horizontale : Lignes continues et discontinues, bandes « Stop » et « Céder le passage », marquages spéciaux tels que passages protégés et leurs accessoires, zébras, damiers, matérialisation des places de stationnement, flèches directionnelles, bandes cyclables et balisettes.

Nettoyage des chaussées et trottoirs :

La mutualisation des services de propreté de la commune se fait dans les conditions et fréquences suivantes :

Pour le balayage manuel des voies d'intérêt communautaire :

- En zone d'activités économiques communautaires : balayage en moyenne 2 fois par semaine.
- Dans tous les cas, la fréquence usuelle mise en œuvre par la commune devra être cohérente par rapport au traitement des voies adjacentes de même nature.

Pour le balayage mécanique et lavage des voies intercommunales

- Lavage et balayage des voies non comprises dans un périmètre dit hyper-centre, sera effectué selon un planning hebdomadaire basé sur 2 interventions par semaine.
- Curage des caniveaux : occasionnellement selon les nécessités
- En zone dite secteur hyper-centre : le balayage mécanique et le lavage interviendront selon la fréquence usuelle mise en œuvre par la commune et devront être en cohérence par rapport au traitement des voies adjacentes de même nature.

Pour la viabilité hivernale :

Les services de viabilités hivernales des services de la commune interviennent sur les voies communautaires dans le cadre de la présente convention selon l'organisation définie par cette direction pour l'ensemble du territoire.

Entretien de l'éclairage public :

Entretien et maintenance des réseaux d'éclairage public comprenant :

- les armoires de commande,
- les réseaux de distribution,
- les mâts et équipements, lanternes, ampoules, appareillages,
- Eclairage d'ornement,
- Eclairage de balisage.

Réseaux eaux pluviales :

Entretien usuel des différents réseaux d'écoulement d'eaux pluviales, des regards et de leurs accessoires qui sont nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble.

Nota : Le réseau pluvial ne concerne que les ouvrages destinés exclusivement à l'évacuation des eaux des voies transférées.

Mobilier urbain :

L'entretien des éléments d'ornement ou d'accompagnement de voiries tels que :

- Bornes
- Potelets
- Barrières
- Bancs
- Glissière et gardes corps
- Totem (ZAE).

Comprend le nettoyage, l'enlèvement de graffitis ou d'autocollants, le remplacement ou la réparation le cas échéant, la remise en peinture.

Entretien des Espaces Verts :

Espaces engazonnés :

- Tonte des espaces engazonnés mensuellement de mars à novembre, et fréquence adaptée pour la période restante.
- Ré-engazonnement si nécessaire sur les parties dégradées
A défaut une fois par an

Massifs arbustifs :

- Renouvellement des plantations arbustives : une intervention annuelle sur les végétaux morts ou nécessitant une intervention.
- Taille arbustive : 1 intervention annuelle.
- Nettoyage régulier : enlèvement des déchets.
- Arrosage sur les sites non équipés en arrosage intégré autant que de besoin.
- Entretien de massif : bêchage, découpe et désherbage des pieds d'arbres le cas échéant : 2 à 3 par an.

Entretien des haies :

- Remplacement des végétaux si nécessaire.
- Taille des haies : 2 fois par an.
- Désherbage manuel et nettoyage : 2 à 3 interventions annuelles.

Arbres et palmiers:

- Renouvellement d'arbres (abattage, dessouchage, plantations, arrosage)
- Élagage en fonction des besoins.
- traitements phytosanitaires.

Arrosage intégré :

- Entretien des installations et réparations le cas échéant.

Détail des montants prévisionnels pour l'année 2015

Activités	Frais directs de l'unité						Frais indirects de l'unité				Total
	ETP agents	MS Agents	ETP Cadres	MS Cadres	Dépenses affectées	TOTAL	ETP Direct°	MS Direct°	Dépenses	TOTAL	
Nettoyage de l'espace public											
Entretien de la voirie											
Entretien des espaces verts											
Signalisations											
Feux tricolores											
Urgence											
Viabilité											
Eclairage public											
TOTAL											

Un tableau des interventions énoncées ci-avant est joint à la présente annexe. Il définit les frais directs d'unités ainsi que les frais indirects.

La valeur totale de chacune des interventions servira de base au tableau général définissant la localisation et la fréquence des interventions pouvant être réalisées par la commune.

Sur cette base un montant général estimatif sera calculé.

Tableau élaboré en fonction des coûts constatés à partir du compte administratif 2013 actualisé au vu du budget primitif 2015.

A compter de 2015, une régularisation du réalisé de l'année N-1 sera effectuée, le cas échéant, au vu de la différence entre le volume d'activité constaté par TPM à l'issue de l'année écoulée et la prévision établie en début d'année.

Annexe 1-C- MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES BATIMENTS

Fiche sectorielle de mutualisation 2015 - 2019 Mise à disposition des services municipaux de la Commune d'OLLIOULES au profit de Toulon Provence Méditerranée

Objet de la mise à disposition :

La présente mise à disposition (MAD) est réalisée en vue de concourir au nettoyage, à l'entretien et la maintenance des bâtiments communautaires situés sur le territoire communal et, plus particulièrement, aux locaux du Conservatoire National à Rayonnement Régional de TPM, des dépannages et réparations (urgentes ou non) et éventuellement des évolutions diverses des locaux, avec l'ensemble des moyens nécessaires (matériels et fournitures).

Ces petits travaux ne seront engagés qu'après accord de TPM sur les délais et le coût.

Les services de la commune mettent à disposition leurs experts techniques chargés de conseiller et d'accompagner TPM pour les problématiques de sécurité et d'accessibilité des ERP, pour la passation de contrats de maintenance d'installations techniques (chauffage, ascenseurs, télésurveillance...) et pour des missions ponctuelles de maîtrise d'œuvre ou de conduite d'opération.

Ces demandes entreront dans le planning général d'activité du service municipal.

Détail des montants prévisionnels pour l'année 2015

Activités	Frais directs de l'unité						Frais indirects de l'unité				Total
	ETP agents	MS Agents	ETP Cadres	MS Cadres	Dépenses affectées	TOTAL	ETP Direct°	MS Direct°	Dépenses	TOTAL	
Nettoyage des locaux											
Sécurité ERP											
Dépannage											
TOTAL											

Tableau élaboré en fonction des coûts constatés à partir du compte administratif 2013 actualisé au vu du budget primitif 2015.

A compter de 2015, une régularisation du réalisé de l'année N-1 sera effectuée, le cas échéant, au vu de la différence entre le volume d'activité constaté par TPM à l'issue de l'année écoulée et la prévision établie en début d'année.

Annexe 1-D – LES ESPACES NATURELS

Fiche sectorielle de mutualisation 2014 - 2018 Mise à disposition des services municipaux de la Commune d'OLLIOULES au profit de Toulon Provence Méditerranée

NEANT

Annexe 1 E – SENTIER DU LITTORAL

Fiche sectorielle de mutualisation 2015 - 2019 Mise à disposition des services municipaux de la Commune d'OLLIOULES au profit de Toulon Provence Méditerranée

NEANT

01/01/2015
02/01/2015
03/01/2015
04/01/2015
05/01/2015
06/01/2015
07/01/2015
08/01/2015
09/01/2015
10/01/2015
11/01/2015
12/01/2015
13/01/2015
14/01/2015
15/01/2015
16/01/2015
17/01/2015
18/01/2015
19/01/2015
20/01/2015
21/01/2015
22/01/2015
23/01/2015
24/01/2015
25/01/2015
26/01/2015
27/01/2015
28/01/2015
29/01/2015
30/01/2015
31/01/2015
01/02/2015
02/02/2015
03/02/2015
04/02/2015
05/02/2015
06/02/2015
07/02/2015
08/02/2015
09/02/2015
10/02/2015
11/02/2015
12/02/2015
13/02/2015
14/02/2015
15/02/2015
16/02/2015
17/02/2015
18/02/2015
19/02/2015
20/02/2015
21/02/2015
22/02/2015
23/02/2015
24/02/2015
25/02/2015
26/02/2015
27/02/2015
28/02/2015
29/02/2015
30/02/2015
01/03/2015
02/03/2015
03/03/2015
04/03/2015
05/03/2015
06/03/2015
07/03/2015
08/03/2015
09/03/2015
10/03/2015
11/03/2015
12/03/2015
13/03/2015
14/03/2015
15/03/2015
16/03/2015
17/03/2015
18/03/2015
19/03/2015
20/03/2015
21/03/2015
22/03/2015
23/03/2015
24/03/2015
25/03/2015
26/03/2015
27/03/2015
28/03/2015
29/03/2015
30/03/2015
31/03/2015
01/04/2015
02/04/2015
03/04/2015
04/04/2015
05/04/2015
06/04/2015
07/04/2015
08/04/2015
09/04/2015
10/04/2015
11/04/2015
12/04/2015
13/04/2015
14/04/2015
15/04/2015
16/04/2015
17/04/2015
18/04/2015
19/04/2015
20/04/2015
21/04/2015
22/04/2015
23/04/2015
24/04/2015
25/04/2015
26/04/2015
27/04/2015
28/04/2015
29/04/2015
30/04/2015
01/05/2015
02/05/2015
03/05/2015
04/05/2015
05/05/2015
06/05/2015
07/05/2015
08/05/2015
09/05/2015
10/05/2015
11/05/2015
12/05/2015
13/05/2015
14/05/2015
15/05/2015
16/05/2015
17/05/2015
18/05/2015
19/05/2015
20/05/2015
21/05/2015
22/05/2015
23/05/2015
24/05/2015
25/05/2015
26/05/2015
27/05/2015
28/05/2015
29/05/2015
30/05/2015
31/05/2015
01/06/2015
02/06/2015
03/06/2015
04/06/2015
05/06/2015
06/06/2015
07/06/2015
08/06/2015
09/06/2015
10/06/2015
11/06/2015
12/06/2015
13/06/2015
14/06/2015
15/06/2015
16/06/2015
17/06/2015
18/06/2015
19/06/2015
20/06/2015
21/06/2015
22/06/2015
23/06/2015
24/06/2015
25/06/2015
26/06/2015
27/06/2015
28/06/2015
29/06/2015
30/06/2015
01/07/2015
02/07/2015
03/07/2015
04/07/2015
05/07/2015
06/07/2015
07/07/2015
08/07/2015
09/07/2015
10/07/2015
11/07/2015
12/07/2015
13/07/2015
14/07/2015
15/07/2015
16/07/2015
17/07/2015
18/07/2015
19/07/2015
20/07/2015
21/07/2015
22/07/2015
23/07/2015
24/07/2015
25/07/2015
26/07/2015
27/07/2015
28/07/2015
29/07/2015
30/07/2015
31/07/2015
01/08/2015
02/08/2015
03/08/2015
04/08/2015
05/08/2015
06/08/2015
07/08/2015
08/08/2015
09/08/2015
10/08/2015
11/08/2015
12/08/2015
13/08/2015
14/08/2015
15/08/2015
16/08/2015
17/08/2015
18/08/2015
19/08/2015
20/08/2015
21/08/2015
22/08/2015
23/08/2015
24/08/2015
25/08/2015
26/08/2015
27/08/2015
28/08/2015
29/08/2015
30/08/2015
31/08/2015
01/09/2015
02/09/2015
03/09/2015
04/09/2015
05/09/2015
06/09/2015
07/09/2015
08/09/2015
09/09/2015
10/09/2015
11/09/2015
12/09/2015
13/09/2015
14/09/2015
15/09/2015
16/09/2015
17/09/2015
18/09/2015
19/09/2015
20/09/2015
21/09/2015
22/09/2015
23/09/2015
24/09/2015
25/09/2015
26/09/2015
27/09/2015
28/09/2015
29/09/2015
30/09/2015
01/10/2015
02/10/2015
03/10/2015
04/10/2015
05/10/2015
06/10/2015
07/10/2015
08/10/2015
09/10/2015
10/10/2015
11/10/2015
12/10/2015
13/10/2015
14/10/2015
15/10/2015
16/10/2015
17/10/2015
18/10/2015
19/10/2015
20/10/2015
21/10/2015
22/10/2015
23/10/2015
24/10/2015
25/10/2015
26/10/2015
27/10/2015
28/10/2015
29/10/2015
30/10/2015
31/10/2015
01/11/2015
02/11/2015
03/11/2015
04/11/2015
05/11/2015
06/11/2015
07/11/2015
08/11/2015
09/11/2015
10/11/2015
11/11/2015
12/11/2015
13/11/2015
14/11/2015
15/11/2015
16/11/2015
17/11/2015
18/11/2015
19/11/2015
20/11/2015
21/11/2015
22/11/2015
23/11/2015
24/11/2015
25/11/2015
26/11/2015
27/11/2015
28/11/2015
29/11/2015
30/11/2015
01/12/2015
02/12/2015
03/12/2015
04/12/2015
05/12/2015
06/12/2015
07/12/2015
08/12/2015
09/12/2015
10/12/2015
11/12/2015
12/12/2015
13/12/2015
14/12/2015
15/12/2015
16/12/2015
17/12/2015
18/12/2015
19/12/2015
20/12/2015
21/12/2015
22/12/2015
23/12/2015
24/12/2015
25/12/2015
26/12/2015
27/12/2015
28/12/2015
29/12/2015
30/12/2015
31/12/2015

Annexe 1-F – ASSAINISSEMENT

Fiche sectorielle de mutualisation 2015 - 2019 Mise à disposition des services municipaux de la Commune d'OLLIOULES au profit de Toulon Provence Méditerranée

NEANT

Annexe 1-G – LES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

**Fiche sectorielle de mutualisation 2015 - 2019
Mise à disposition des services municipaux
de la Commune d'OLLIOULES
au profit de Toulon Provence Méditerranée**

NEANT



ANNEXE 2

FICHES ETAT MENSUEL D'INTERVENTION

ETAT MENSUEL D'INTERVENTION Service Mutualisé					
Objet :					
Dates de l'intervention :					
Lieu de l'intervention :					
Personnel					
Noms, Prénoms	Grades	Tarif horaire (traitement mensuel brut+charges patronales/ durée de travail mensuelle)	Tâches	Durée de l'intervention	Coût de la main d'œuvre
				TOTAL Personnel :	
Petites Fournitures					
Désignation	Quantité	Prix unitaires	Prix Total		

Matériel			
			TOTAL fournitures et matériel :.....
Montant total du remboursement demandé:.....			
Pour TPM			
Le Président			
Pour la Commune			
Le Maire			

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 14/12/5.2

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole
BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond
HAMONEAU.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

-O-O-O-O-O-

OBJET : Rapport d'activités 2013 du Syndicat Mixte SCoT Provence Méditerranée

En vertu de l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune est tenue de présenter le rapport d'activités du syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée dont elle est membre à travers la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

L'ASSEMBLEE,

Vu l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le rapport d'activités du syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

PREND acte du rapport d'activités du syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée concernant l'exercice 2013.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

